

Forum des 100 - édition 2009

# Suisse romande

**Les facettes d'une région affirmée**



Pierre Dessemontet  
Alain Jarne  
Martin Schuler



Forum  
des 100  
l'Hebdo

## Table des matières

La Suisse romande en 25 facettes	1
Le Mont Blanc, symbole extraterritorial de la Suisse romande ?	2
Une croissance démographique soutenue sur le long terme	3
La révolution de la natalité de la Suisse romande protestante	4
Une succession des générations spatialement très inégale	5
Des appartenances religieuses qui se redéplient	6
En principe trilingue... idéalement	7
Une place au soleil pour les classes aisées ?	8
Deux sexes, deux modèles spatiaux de l'activité économique	9
Les élèves étrangers ou la ségrégation sociale	10
L'école publique comme vecteur de la reproduction sociale ?	11
Une immigration désormais très qualifiée	12
Bassins pendulaires : la métropole et les microrégions	13
Les modes de transports : des modes de vie ?	14
Deux Suisses en termes de charge fiscale	15
Richesse lémanique, modestie montagnarde : la dichotomie des revenus	16
Des disparités régionales plus faibles : le revenu disponible théorique	17
Emploi : vers de nouvelles disparités régionales ?	18
La redistribution du commerce de détail et l'émergence des « edge cities »	19
Trois domaines-clé de l'économie romande	20
Une géographie surprenante : la productivité du travail	21
L'urbain se densifie, le rural s'étale	22
Le comportement électoral ou le retour inattendu du Röstigraben	23
Métropoles contre périphéries : un nouveau clivage politique de la Suisse ?	24
La question européenne, ou le retour à l'équilibre	25
La réforme des institutions : une question dans l'air du temps	26
Une synthèse : comment recomposer le Rubik's cube romand ?	27
Liste des sources	28

# La Suisse romande en 25 facettes

En paraphrasant Ben, on pourrait dire que pendant longtemps, la Suisse romande n'exista pas. Constituée tardivement en cantons suisses, mais fracturée par le clivage confessionnel, elle vit deux de ses cantons s'opposer aux trois autres lors de la guerre du Sonderbund. Si elle connut un rare moment d'unité durant la Première Guerre mondiale, construite d'ailleurs en opposition aux Alémaniques, il faudra attendre le milieu du 20<sup>e</sup> siècle pour qu'une institution supracantonale, la RSR, voie le jour, inaugurant ainsi un premier espace culturel commun. A la même époque d'ailleurs, l'enjeu linguistique fit irruption sur la scène politique par le biais de la question jurassienne, au centre des préoccupations du pays de 1947 à 1979 et qui plaça les Romands face à leur identité, voire à se considérer, pour la première fois, comme tels. Les séparatistes jurassiens rêvèrent d'une Romandie à leur image, décomplexée, dans laquelle ils pourraient jouer un rôle à leur pleine mesure. Las! Les autres Romands lui préférèrent la Suisse romande, plus suisse et moins romande. Aujourd'hui, le terme Romandie est plus utilisé en Suisse alémanique que de ce côté-ci de la Sarine.

A quoi ressemblait cette Suisse romande qui se mit à exister dès l'après-guerre? Politiquement, elle était foncièrement fédéraliste, jalouse de ses prérogatives, méfiante vis-à-vis des grands cantons centralisateurs de Suisse alémanique qu'étaient Zurich, Berne, Argovie, Soleure et les deux Bâle, lesquels dominaient la politique fédérale. En même temps, les Romands se dépeignaient volontiers en parents pauvres de la Suisse, marginalisés de par leur position périphérique, de par leur statut de minorité linguistique, cultivant à l'envi une posture misérabiliste. En schématisant, la Suisse romande pleurnichait plus qu'elle ne revendiquait, elle se plaignait plus qu'elle ne se battait. Il faut dire qu'économiquement la Suisse romande apparaissait structurellement vulnérable; au contraire des centralisateurs alémaniques cités, elle restait dominée par une agriculture forte (le blé, le vin et le sel des vaudois), elle n'abritait que peu d'entreprises comptant sur le plan national, de manière générale son industrie était faible, et les années 70 dévastèrent son joyau horloger. La Suisse romande jouait les Cosette, certes, mais elle avait ses raisons. Au final cette attitude lui vaudra toutefois de durables retards infrastructurels, qu'elle paie encore aujourd'hui.

Puis vint le traumatisme. Le 6 décembre 1992, la Suisse romande prit brutalement conscience à la fois de son unité et de son impuissance, au moment même où sa faiblesse structurelle devenait criante avec un taux de chômage qui allait rapidement atteindre plus du double de celui du reste du pays. Pour les Romands, les années 90 furent des années dures, traumatisantes, mais également formatrices et en ce sens extrêmement fécondes. Dans le chaos de la crise, des mouvements politiques inédits se produisirent, des majorités basculèrent, des conseillers d'Etat du «bon bord» se retrouvèrent battus, l'ordre ancien, immuable, vacilla. Parallèlement, la restructuration violente que la Suisse romande vivait accouchait d'une génération nouvelle, durcie au feu d'une crise dont l'impact n'avait pas de précédent depuis les années 30.

De cette période difficile émergea à la fin des années 90 une Suisse romande nouvelle, largement restructurée, qui allait devenir la région la plus dynamique du pays dans les années suivantes. Depuis 2000, les taux de croissance de la Suisse romande ont passé résolument au vert, tant en termes économiques, migratoires ou encore concernant la natalité. En outre, la Suisse romande se découvre une mentalité conquérante, s'exprimant par des signes forts allant de la santé retrouvée de son secteur horloger à l'affirmation insolente de ses hautes écoles, de l'émergence d'une nouvelle génération de politiques aux taux de croissance sans précédent de sa démographie.

A côté de la métropole zurichoise émerge désormais un ensemble décomplexé et comptant bien prendre toute la place qui lui revient, et plus même. Depuis quelques années les Romands pèsent lourd dans la politique fédérale. Trois des cinq présidents de partis nationaux sont Romands; à l'inverse de 1992, la Suisse romande a fait basculer à plusieurs reprises des votations importantes: adhésion à l'ONU, loi sur le marché de l'électricité, votations concernant l'UE. Elle est en pointe dans la mise en place de la réforme scolaire HarmoS. Et sur un autre plan, la crise financière signale un retour à l'étatisme dont les Romands sont actuellement les champions. Le Conseil fédéral peut bien être ancré fortement en Suisse orientale, il mène, de mauvais gré, une politique de relance à la romande. En fait, la Suisse romande n'a jamais été aussi importante pour le pays qu'elle ne l'est actuellement.

Cette affirmation nouvelle de la Suisse romande n'efface toutefois ni les retards hérités du passé, ni les réflexes attentistes par rapport à la Confédération, comme si par certains côtés elle rechignait à prendre en charge son avenir et celui du pays. Cette montée en puissance ne protège pas non plus toujours de l'amateurisme: on en veut pour exemple la saga de la construction – ou non – de la troisième voie ferroviaire entre Genève et Lausanne. Même triomphante, la Suisse romande a encore à apprendre de Zurich.

Cette publication a été réalisée par la CEAT (Communauté d'étude pour l'aménagement du territoire, EPFL) et MicroGIS, dans le cadre et sous l'impulsion du Forum des 100 de L'Hebdo. Elle tente en 25 instantanés de décrire les différentes facettes de la Suisse romande en tant qu'espace géographique. L'arc jurassien n'est pas l'arc lémanique, le Valais n'est pas le pays fribourgeois, et ces différents ensembles se juxtaposent, s'entrecroisent spatialement dans une multitude de clivages, de différences, de dynamiques. A travers les thèmes majeurs: démographie, culture, questions de société, économie et politique, les auteurs de ce fascicule ont eu l'ambition d'illustrer la diversité de ce coin de pays et les tendances actuelles de son développement, en se basant sur les chiffres disponibles les plus récents. Cet examen, de plus en plus, fait émerger une dualité entre un arc lémanique en voie de métropolisation, et des espaces plus compartimentés entre Alpes et Jura, en soi, un développement majeur et un enjeu de taille pour le futur.

Nous vous souhaitons bonne lecture.

Pierre Dessemontet, géographe, MicroGIS  
Alain Jarne, cartographe, EPFL-CEAT  
Martin Schuler, professeur, géographe, EPFL-CEAT

*Lausanne, le 7 mai 2009*

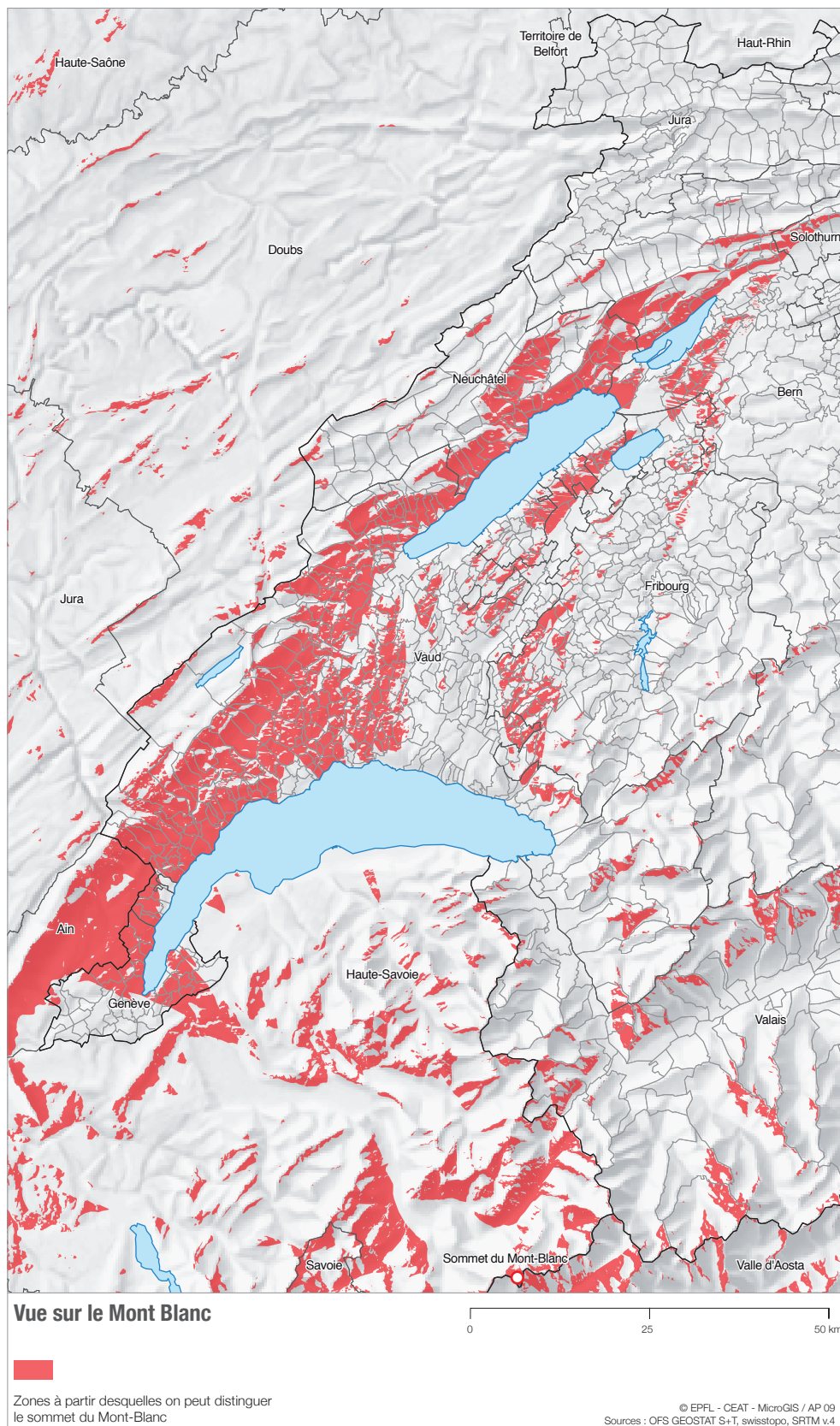
# Le Mont Blanc, symbole extraterritorial de la Suisse romande ?

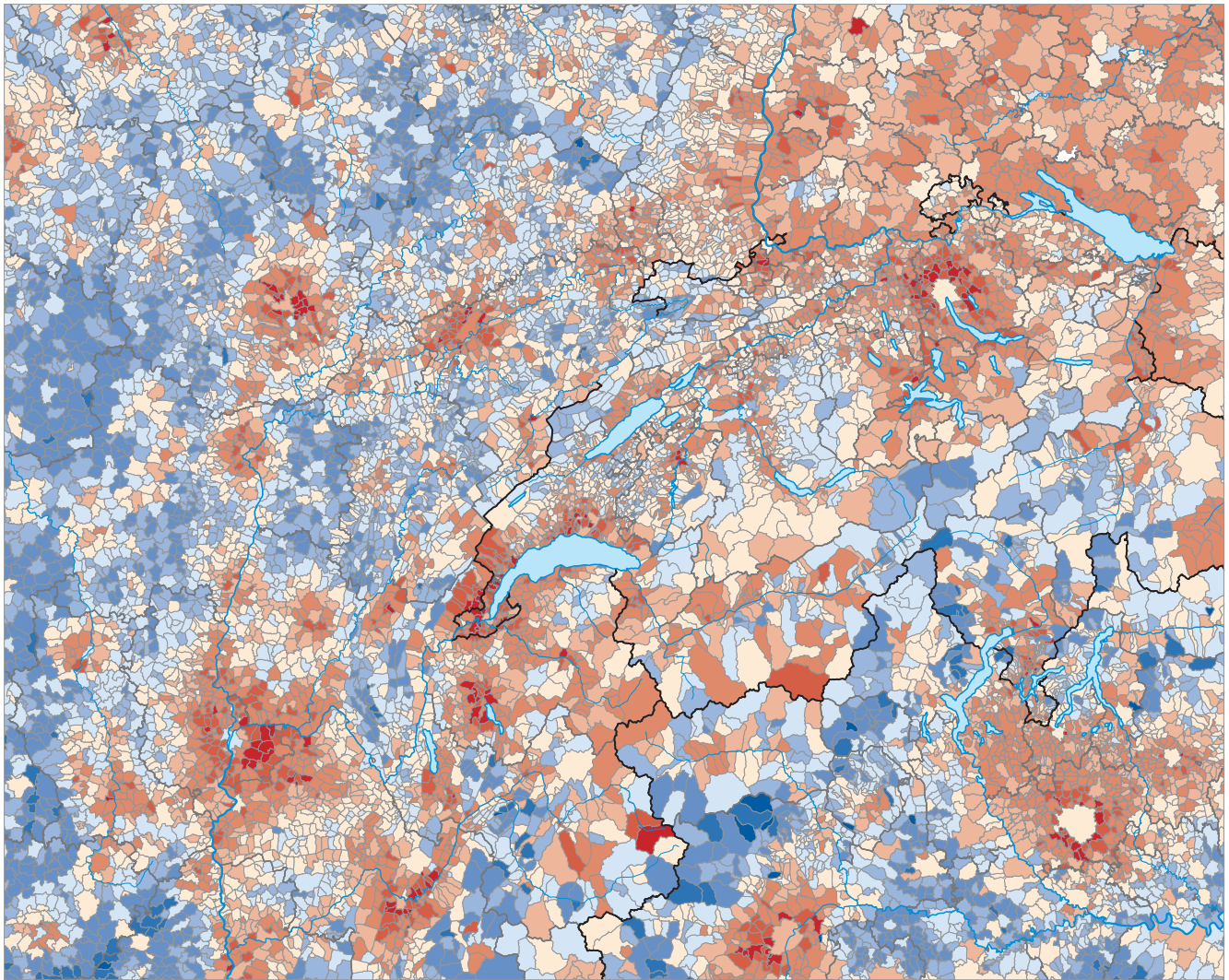
La Suisse romande n'est pas un pays de montagne, et en tous les cas, elle ne se perçoit pas comme telle et ne se vend pas de cette manière à l'étranger. Pourtant, les Alpes ou le Jura sont visibles depuis presque partout. Le Mont Blanc, le plus haut sommet d'Europe (à l'exception de ceux du Caucase) est l'emblème de Genève et ce, tant grâce à son altitude qu'à sa position isolée.

Comme le montre notre carte, il peut être vu de très loin en Suisse romande, des crêtes ainsi que du pied du Jura jusque vers Soleure, de la rive du Léman entre Genève et les hauts de Lausanne (à l'ouest de Genève, le Salève fait obstacle, et à l'est de Lausanne, la Dent d'Oche), depuis la Glâne et la Veveyse à travers la vallée du Rhône, et enfin en Valais, depuis la rive droite et notamment depuis le Plateau de Montana.

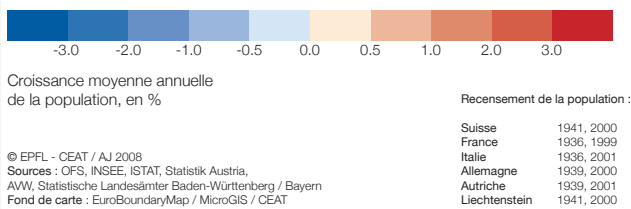
Cette carte repose sur le calcul de lignes de visée qui utilisent un modèle régulier d'altitude, ce qui permet de déterminer la visibilité entre deux points du globe en tenant compte de la courbure de la terre. Dans la carte proposée, l'obstruction de la vue par la forêt ou les constructions n'est pas prise en compte.

La carte plaide pour une meilleure prise de conscience des excellentes conditions paysagères de la région. La vue sur les Alpes est généralisée, si ce n'est sur le Mont Blanc, au moins sur de larges pans de la chaîne – pour autant que les conditions météorologiques y soient favorables. Depuis l'aéroport de Genève, ce serait le cas un jour sur dix.

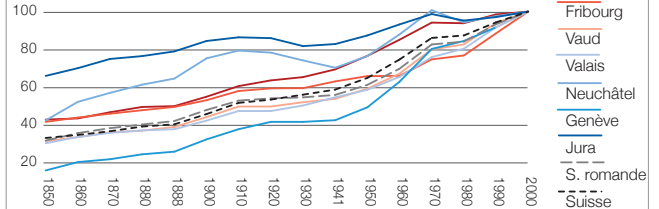




Evolution de la population, 1940 - 2000



Cantons romands : évolution 1850 - 2000 (indexée 2000)



## Une croissance démographique soutenue sur le long terme

En comparaison avec la plupart des régions européennes, la Suisse romande et surtout le bassin lémanique ont été – au cours du 20<sup>e</sup> siècle – des espaces à forte croissance démographique. La carte communale s'appuie sur la période qui va, selon les années du recensement, d'environ 1940 à 2000, dans un périmètre qui dépasse largement les régions frontalières de la Suisse : d'Auxerre à Ulm et de Saint-Etienne à Bergame.

Durant ces 60 ans, la croissance démographique montre des différences nettes entre les pays et entre les régions : le Bade-Wurtemberg, le Vorarlberg, la Lombardie et la région Rhône-Alpes s'avèrent plus dynamiques, la Franche-Comté et le Piémont montrent une croissance relativement faible. Ce qui est saisissant sur cette carte, c'est l'image des larges périmètres de l'extension des aires urbaines dans les couronnes sub- et périurbaines autour d'une ville-centre qui a souvent connu son maximum de population dans les années 1960 déjà. C'est le cas notamment autour de Lyon, Turin, Milan et Zurich.

La croissance particulièrement forte dans et autour des villes de Genève, Annecy et Grenoble reste spatialement plus circonscrite. Ces agglomérations appartiennent au piémont des Alpes qui est une des zones les plus dynamiques d'Europe, surtout depuis 1975.

De manière générale, les communes restées à dominante agricole ou industrielle ont connu une stagnation ou des pertes de population – en Suisse romande, cela concerne le Jura et une partie des Préalpes. Le dépeuplement rural a touché les Alpes italiennes (à l'exception du Val d'Aoste) et de grandes parties de la France de l'Est (à l'instar de la Bresse, de la région du Morvan, de la Haute-Saône autour de Vesoul, etc.).

Un dernier élément qui mérite l'attention est l'effet de frontière autour de la Suisse qui a favorisé la croissance démographique des communes voisines, non seulement autour de Genève, mais également dans les départements du Doubs, du Jura et du Haut-Rhin, le long du Rhin entre Bâle et Sargans et autour du Tessin.

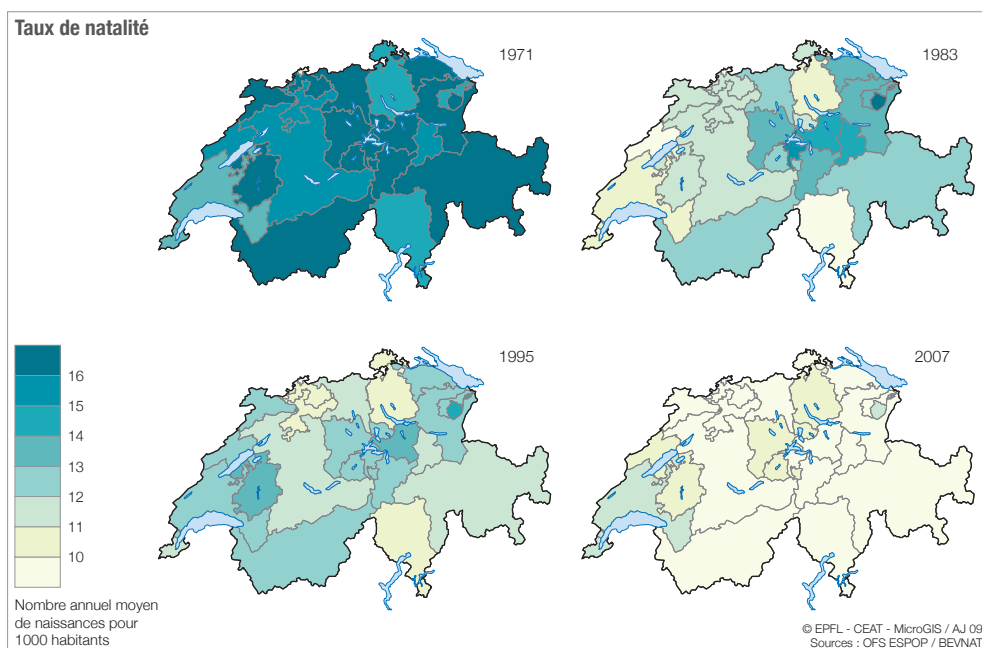
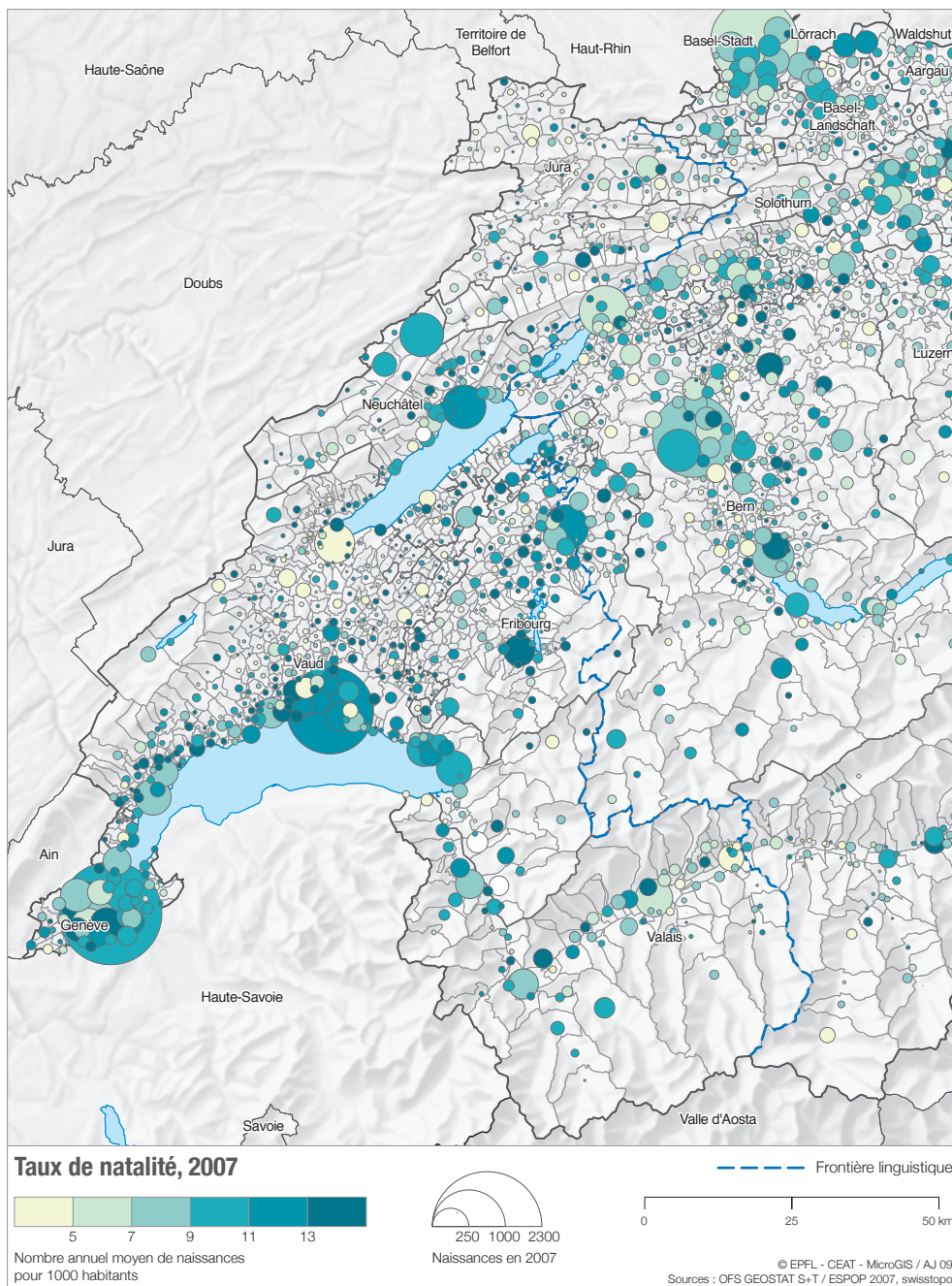
## La révolution de la natalité de la Suisse romande protestante

La Suisse, comme la plupart des pays européens, à l'exception de la France, a connu une forte chute de la natalité depuis 1964, l'année du maximum observé durant le 20<sup>e</sup> siècle. Après une réduction du nombre des naissances de plus d'un tiers entre 1964 et 1978, les années 1980 ont amené une légère hausse, liée essentiellement à l'augmentation de la génération des parents, née durant le baby-boom. Entre 1992 et 2003, le nombre de naissances a baissé à nouveau pour rester stable depuis (75'000 naissances en 2007).

Le taux de natalité, exprimé en nombre de naissances pour 1000 habitants, s'est donc fortement réduit de 15,4 en 1971 à 9,8 en 2007. Cette réduction globale a été accompagnée par un changement spatial majeur : Si, en 1971, les cantons de Bâle-Ville, Genève et Vaud affichaient les niveaux de natalité les plus faibles, les deux grands cantons urbains protestants romands occupent désormais les premiers rangs, suivis par Fribourg et deux cantons ruraux catholiques, à savoir Obwald et Appenzell Rhodes-Intérieures.

Le recul de la natalité a été plus prononcé en périphérie, dans les cantons catholiques et en Suisse allemande. En guise d'explication, on est tenté d'évoquer le modèle français, mais également les effets d'une forte immigration de population jeune ; notons toutefois que les chiffres montrent un effet d'entraînement sur les familles suisses de ces régions.

La carte communale souligne le poids dorénavant important des naissances dans les villes et communes suburbaines, en chiffres absolus comme relatifs, par exemple à Bulle, Fribourg, Neuchâtel et Lausanne. Les communes rurales à population plus âgée n'ont plus guère d'enfants – si la Suisse n'est pas encore entièrement urbaine, elle le sera dans une génération.



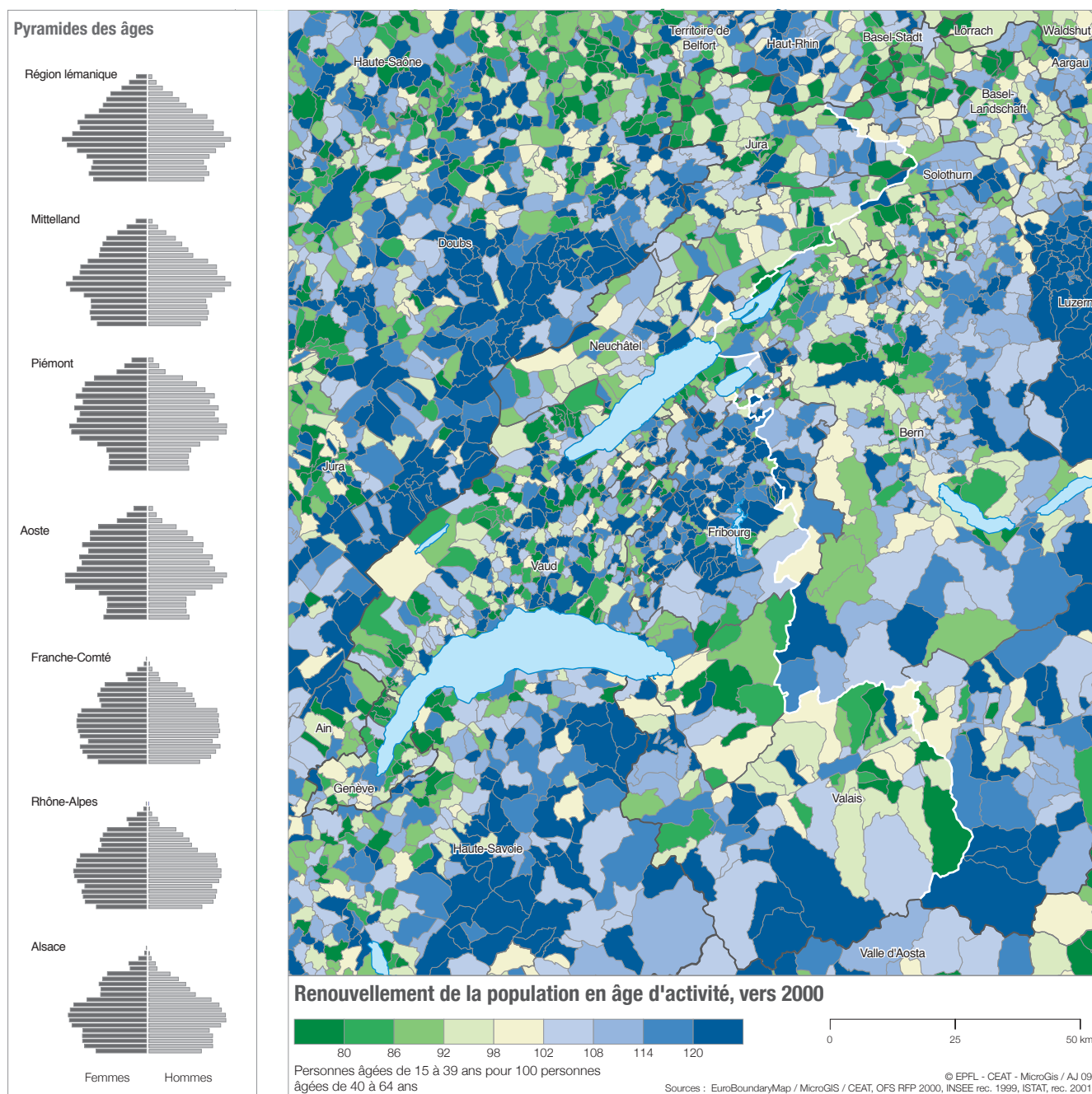
# Une succession des générations spatialement très inégale

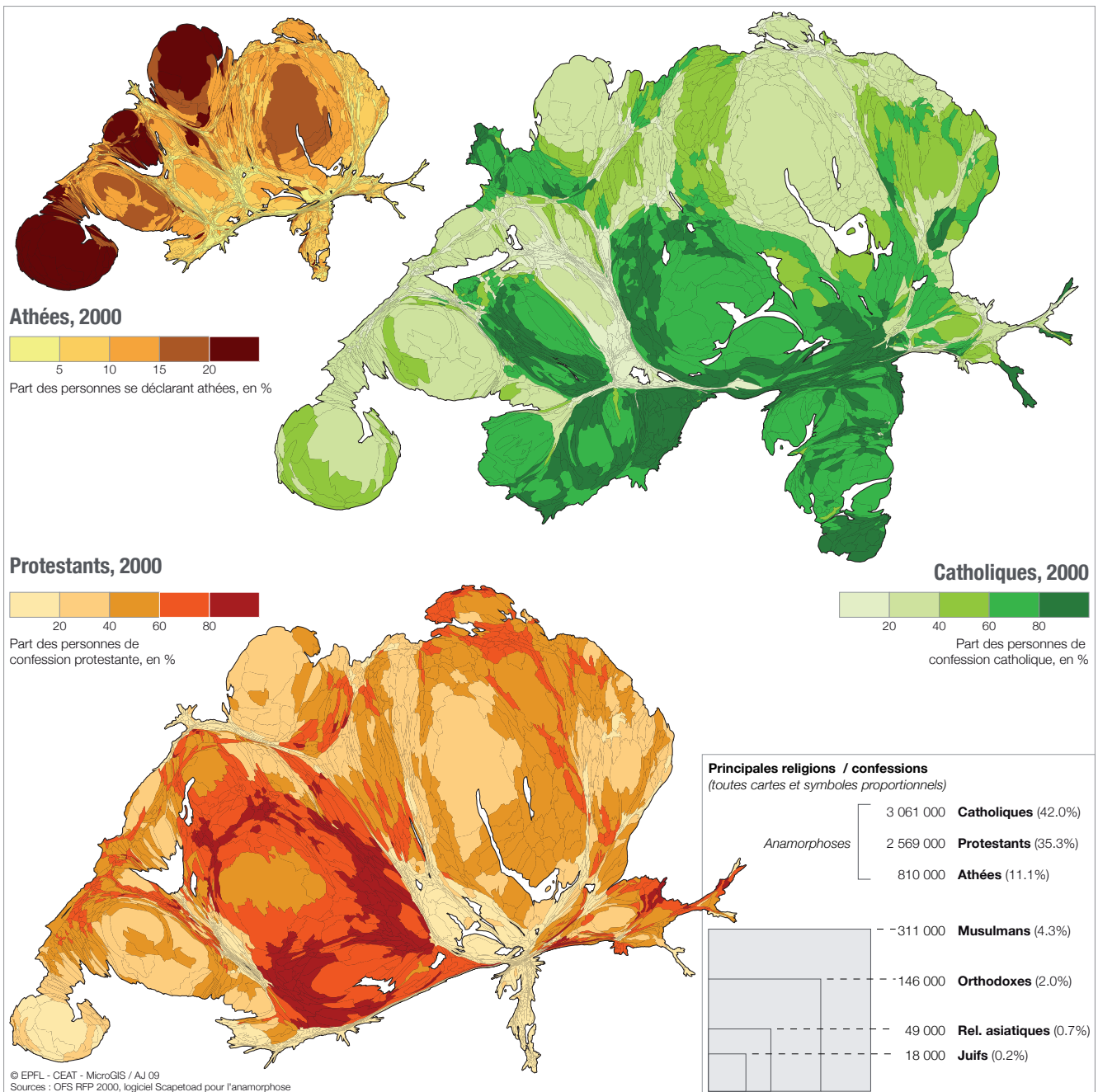
Il est fort surprenant de constater à quel point la structure des populations régionales diffère : des régions italiennes (le Piémont et la Vallée d'Aoste) fortement vieillissantes avec des cohortes d'enfants deux fois plus petites que celles des jeunes adultes, des régions françaises (Franche-Comté, Rhône-Alpes et Alsace) à pyramides des âges plus équilibrées et notamment une forte proportion de jeunes, presque aussi nombreux que les baby-boomers. Entre ces deux espaces, la Suisse romande occupe une position intermédiaire, à l'exception d'une nette surreprésentation des cohortes nées dans les années 1960. Les pyramides des âges sont le résultat des processus démographiques du passé, qui combinent les fluctuations de la natalité avec les effets des émigrations et immigrations. Le rajeunissement de la population de la région lémanique est dû avant tout à une forte immigration sur le long terme.

La carte communale transfrontalière montre les valeurs de l'indice de renouvellement de la population d'âge actif, à savoir le rapport des personnes de 15 à 39 ans sur celles de 40 à 64 ans. Trois types

de communes jeunes ressortent sur la carte : les villes-centre, caractérisées par la présence d'une population d'étudiants et de jeunes actifs, les stations touristiques avec leurs emplois souvent occupés par des travailleurs saisonniers également jeunes (par exemple les stations de la Haute-Savoie, Bagnes avec Verbier, Zermatt, Valtournenche avec Breuil-Cervinia), puis les communes de régions frontalières de la Suisse, à l'instar du Haut-Doubs et du Haut-Jura avec l'arrivée, depuis d'autres régions de France, de jeunes familles travaillant en Suisse.

Finalement, en Suisse, Fribourg se démarque par une population très jeune : après de longues décennies d'émigration, les jeunes sont restés au pays depuis 1970/80 environ. C'est la seule région de Suisse romande en dehors du bassin lémanique qui ne sera pas confrontée à un manque flagrant des personnes actives dans les années à venir. L'immigration vaudoise et genevoise aboutira aux mêmes effets.





## Des appartenances religieuses qui se redéplient

Le clivage confessionnel est demeuré la division politique dominante de la Suisse, y compris romande, jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle. Les migrations internes, surtout de la campagne catholique vers les grandes villes originellement protestantes, des taux de natalité différenciés et les migrations internationales ont conduit à un tissu plus complexe de la répartition spatiale des deux confessions dominantes. S'y ajoutent une mutation profonde dans la pratique de la foi et dans l'appartenance institutionnelle et, depuis les années 1980, une forte immigration de fidèles d'autres religions.

Pour ce thème, des représentations cartographiques en anamorphose ont été choisies en fonction des effectifs globaux de chaque confession : 42,0% de catholiques, 35,3% de protestants (dont 2,2% affiliés à des églises évangéliques ou autres communautés) et 11,1% de personnes sans confession. Chaque commune est représentée selon le nombre de personnes appartenant à la confession respective, tandis que la couleur montre la part relative dans la population globale. Des carrés proportionnels sont dessinés pour la

population musulmane (4,3%), les orthodoxes (2,0%) et les personnes de confession juive (0,2%).

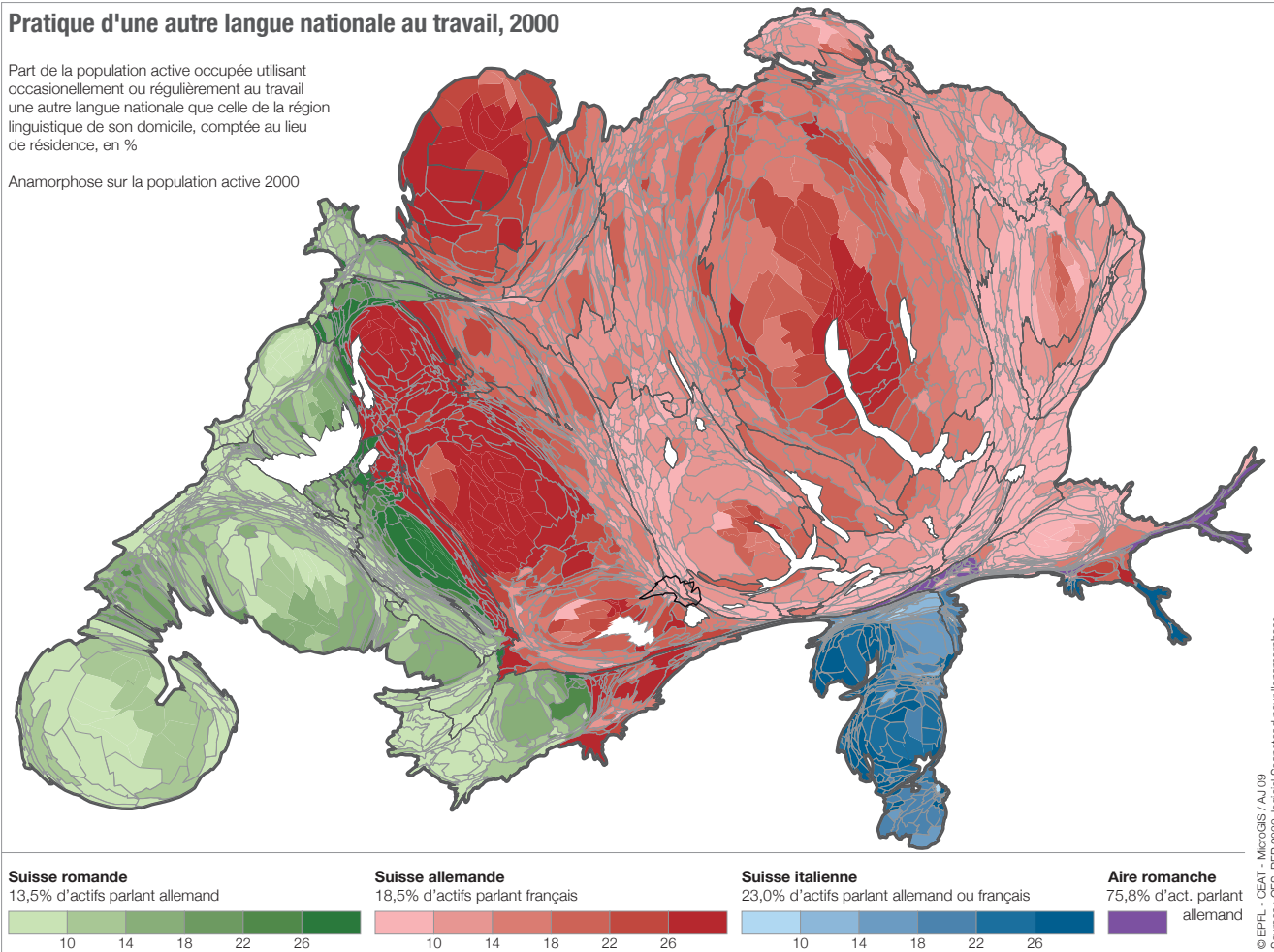
Les catholiques restent dominants dans leurs terres traditionnelles (Valais, Fribourg, Jura, Tessin, Suisse centrale et orientale) et fortement présents dans les cantons urbains. Quant aux protestants, seule Berne reste un grand espace homogène ; ailleurs, les communes à forte majorité de protestants sont devenues rares. La Suisse des personnes sans confession (indiquée) est genevoise, bâloise et neuchâteloise. La présence de la population musulmane est forte en Suisse alémanique industrielle (Zurich, Suisse orientale, Argovie-Soleure et Bâle), suivi par les grandes villes romandes. La répartition spatiale des orthodoxes est très similaire, ce qui s'explique par le grand poids des ressortissants des Balkans et de Turquie dans ces deux groupes religieux en Suisse. La population juive est concentrée sur les deux villes de Zurich et de Genève – c'est la population de loin la plus urbaine et métropolitaine du pays.



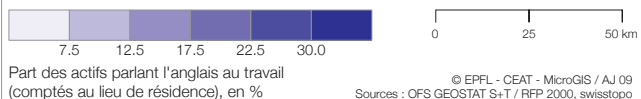
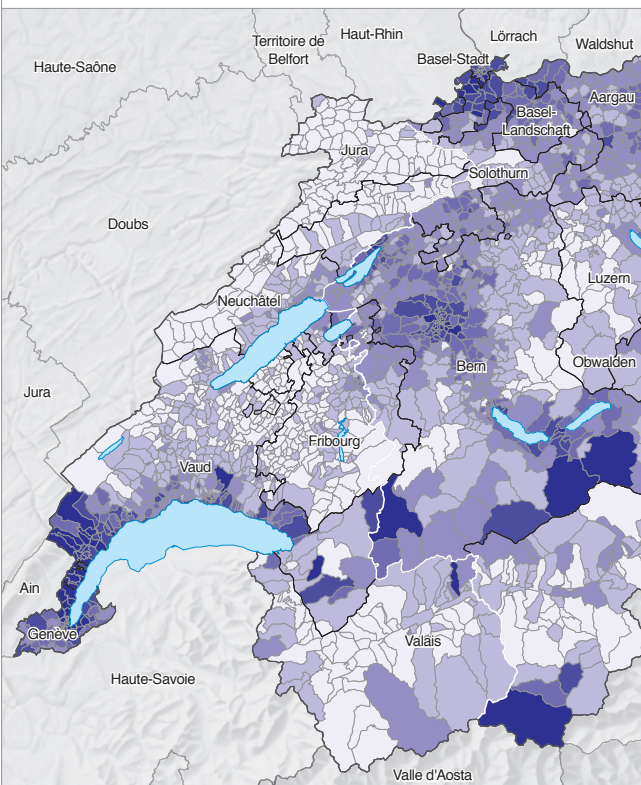
## Pratique d'une autre langue nationale au travail, 2000

Part de la population active occupée utilisant occasionnellement ou régulièrement au travail une autre langue nationale que celle de la région linguistique de son domicile, comptée au lieu de résidence, en %

Anamorphose sur la population active 2000



## Anglais au travail, 2000



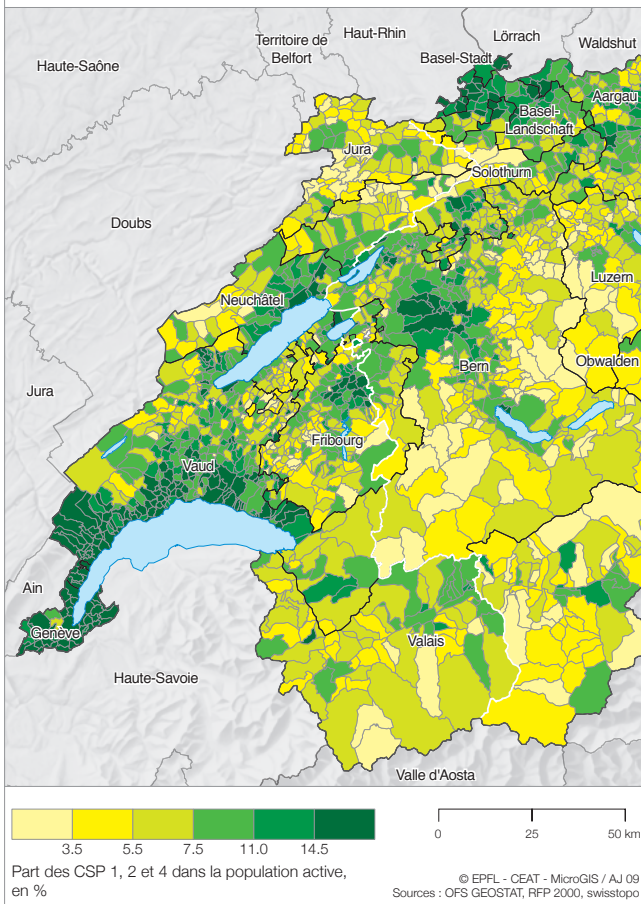
## En principe trilingue... idéalement

Dans la Suisse multilingue, la maîtrise d'au moins trois langues est devenue le but affiché de la politique d'éducation. En pratique, telle que relevée par les résultats du recensement de 2000, 19% des actifs travaillant en Suisse utilisent régulièrement l'anglais au travail, à peu près autant utilisent le français en Suisse allemande (18,5%) alors que 13,5% des Romands parlent l'allemand. Les populations suisses qui se rapprochent le plus de l'idéal du multilinguisme sont celles de la Suisse italienne et des vallées romanches.

Ces chiffres ne permettent pas de tirer de conclusions sur la maîtrise des langues. Par contre, ils sont un excellent indicateur pour la structure des marchés d'emplois régionaux. L'anglais est parlé dans les métropoles, en premier lieu dans la Genève internationale ; dans quelques communes de la Terre-Sainte, plus de la moitié des actifs utilisent cette langue, soit comme langue unique ou en combinaison avec d'autres. En dehors des agglomérations, l'anglais est très présent dans les centres touristiques orientés sur l'hôtellerie (Zermatt, Montreux, les stations bernoises) ou l'enseignement (Leysin, Villars-sur-Ollon, Saanen-Gstaad).

L'emploi d'une deuxième langue nationale montre un très fort gradient de distance par rapport à la frontière linguistique, puisque 45% des Fribourgeois alémanique parlent régulièrement le français, 29% des Bernois, 19% des Zurichois et 10% des St-Gallois. A distance égale, le degré d'urbanité renforce la probabilité de s'exprimer régulièrement en français. L'image correspondante se trouve en Suisse romande à Fribourg, à Sierre et dans le Jura bernois, où l'allemand est souvent parlé – partiellement par des immigrés germanophones. Ailleurs c'est sur le littoral neuchâtelois, en Lavaux et sur la Côte que l'on retrouve une part élevée de locuteurs de l'allemand.

## Professions dirigeantes, libérales et intellectuelles, 2000



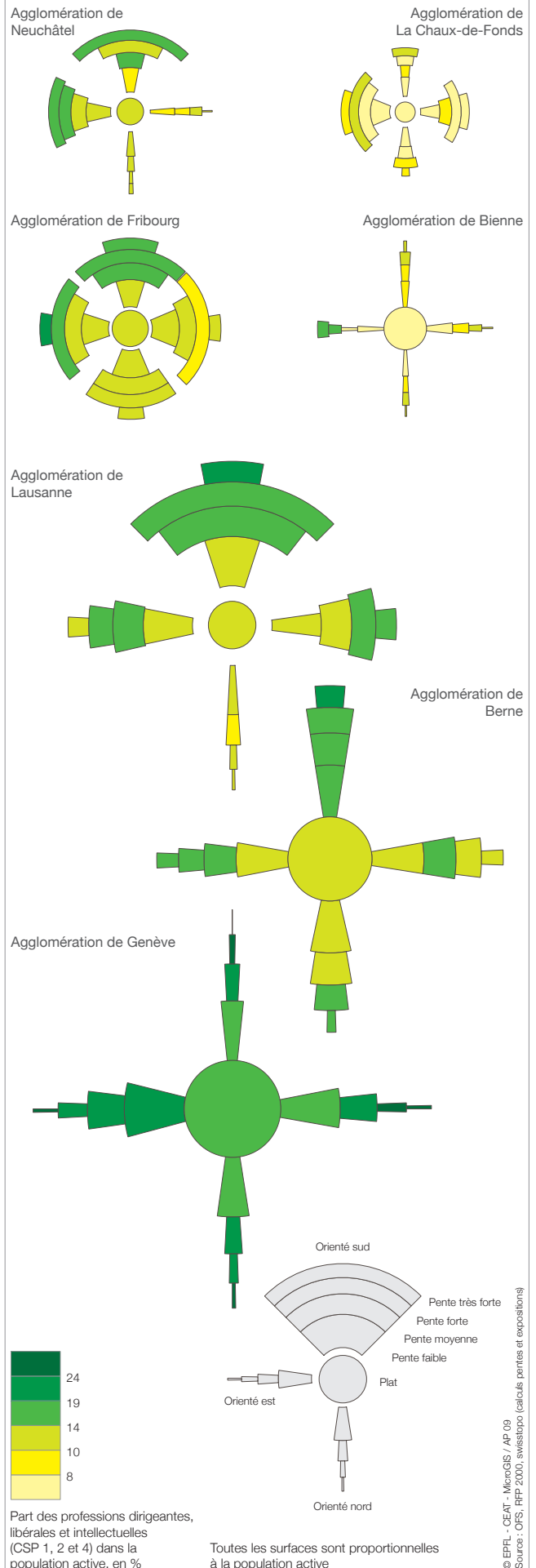
## Une place au soleil pour les classes aisées ?

La différenciation socio-spatiale est représentée non seulement par commune, mais également en fonction des types de leurs bâtiments et de leur environnement. Si la carte indique la présence de personnes actives appartenant aux catégories socio-professionnelles supérieures dans les grandes agglomérations, la deuxième analyse traite cette question à l'aide de l'environnement des bâtiments en regard de leur pente et leur exposition. Graphiquement, la pente est distribuée en cinq classes allant du plat vers le très raide (plus de 20°), et l'exposition géographique selon les quatre directions cardinales. L'hypothèse postule que plus la pente est raide et plus le terrain est exposé au sud et au soleil, plus les prix des terrains et des loyers sont élevés, ce qui contribue à la différenciation sociale.

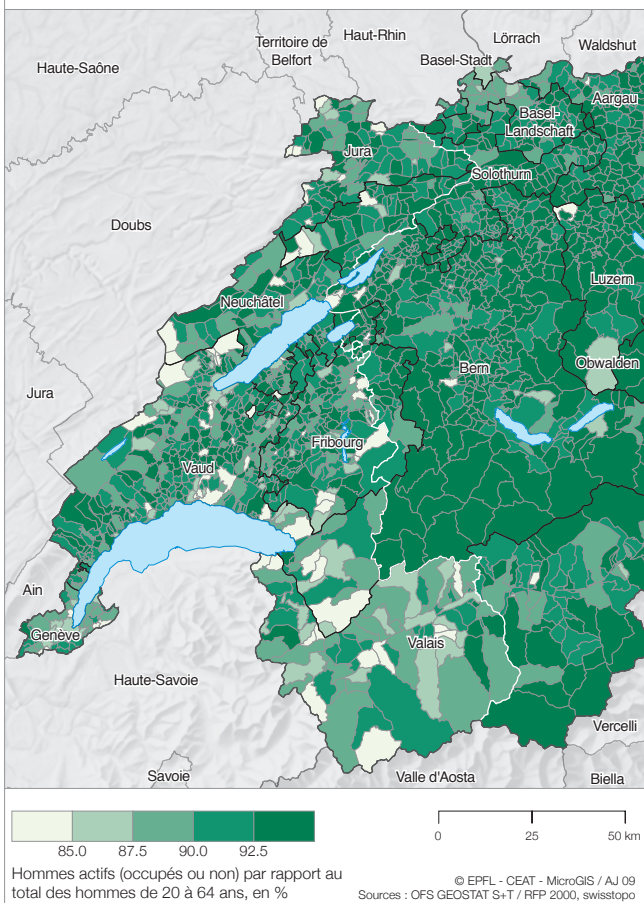
Des schémas sont dessinés pour sept agglomérations de Suisse occidentale ; ils montrent les surfaces proportionnelles aux habitants vivant dans les différents types d'habitation. Ces schémas sont en soi une découverte, puisqu'ils montrent l'incroyable variation topographique des agglomérations.

Les agglomérations de Genève, Berne et Bienne sont très majoritairement construites sur des terrains plats ou peu inclinés. La différenciation sociale y est faible selon la classification topographique, si ce n'est sur les pentes les plus raides, situés le long de l'Aar, du Rhône et du Jura. Les agglomérations de La Chaux-de-Fonds et Fribourg sont construites sur des terrains inclinés, avec des orientations géographiques bien réparties, ce qui procure au schéma un équilibre presque parfait. Dans les deux cas, la topographie exerce effectivement un effet social fort, qui favorise clairement les orientations sud et est. Neuchâtel et Lausanne sont les agglomérations bâties en position de balcon au-dessus de leurs lacs. Cette situation géographique idéale ne défavorise que peu de bâtiments. En conséquence, l'ubiquité spatiale de situations favorables n'amène guère de distinction sociale, si ce n'est pour les pentes les plus raides.

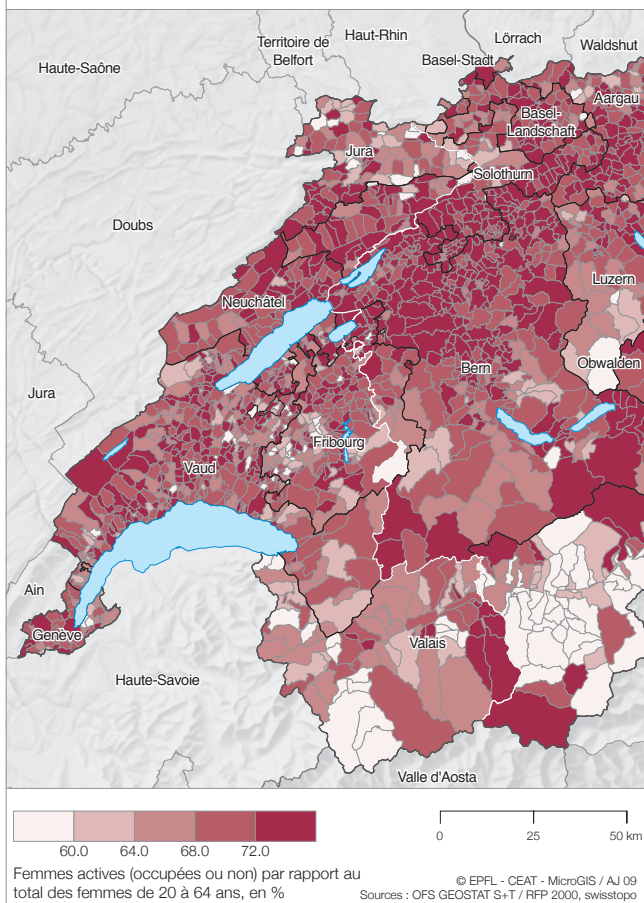
## Résidence des CSP supérieures selon pente et orientation



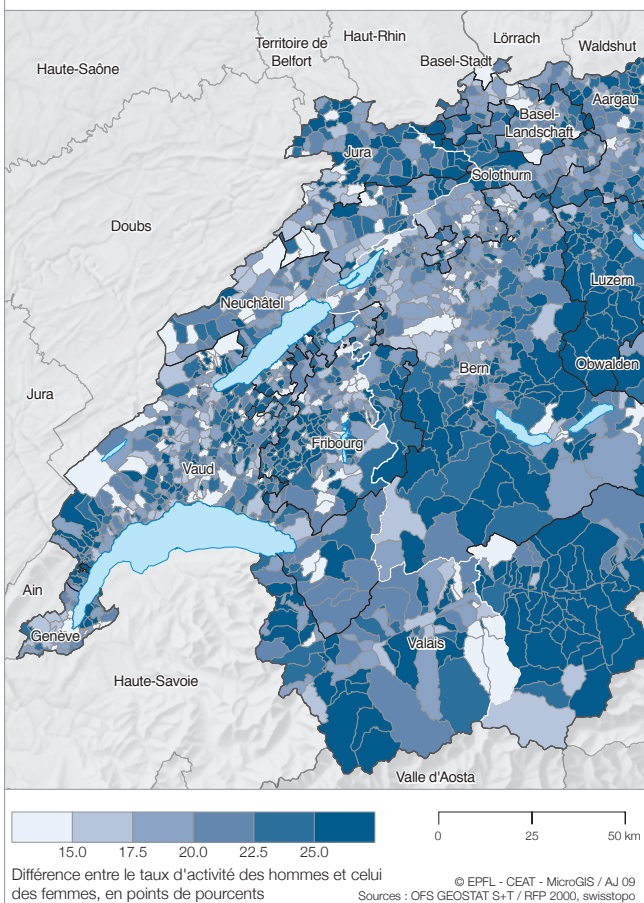
### Taux d'activité des hommes, 2000



### Taux d'activité des femmes, 2000



### Taux d'activité : différence hommes-femmes, 2000



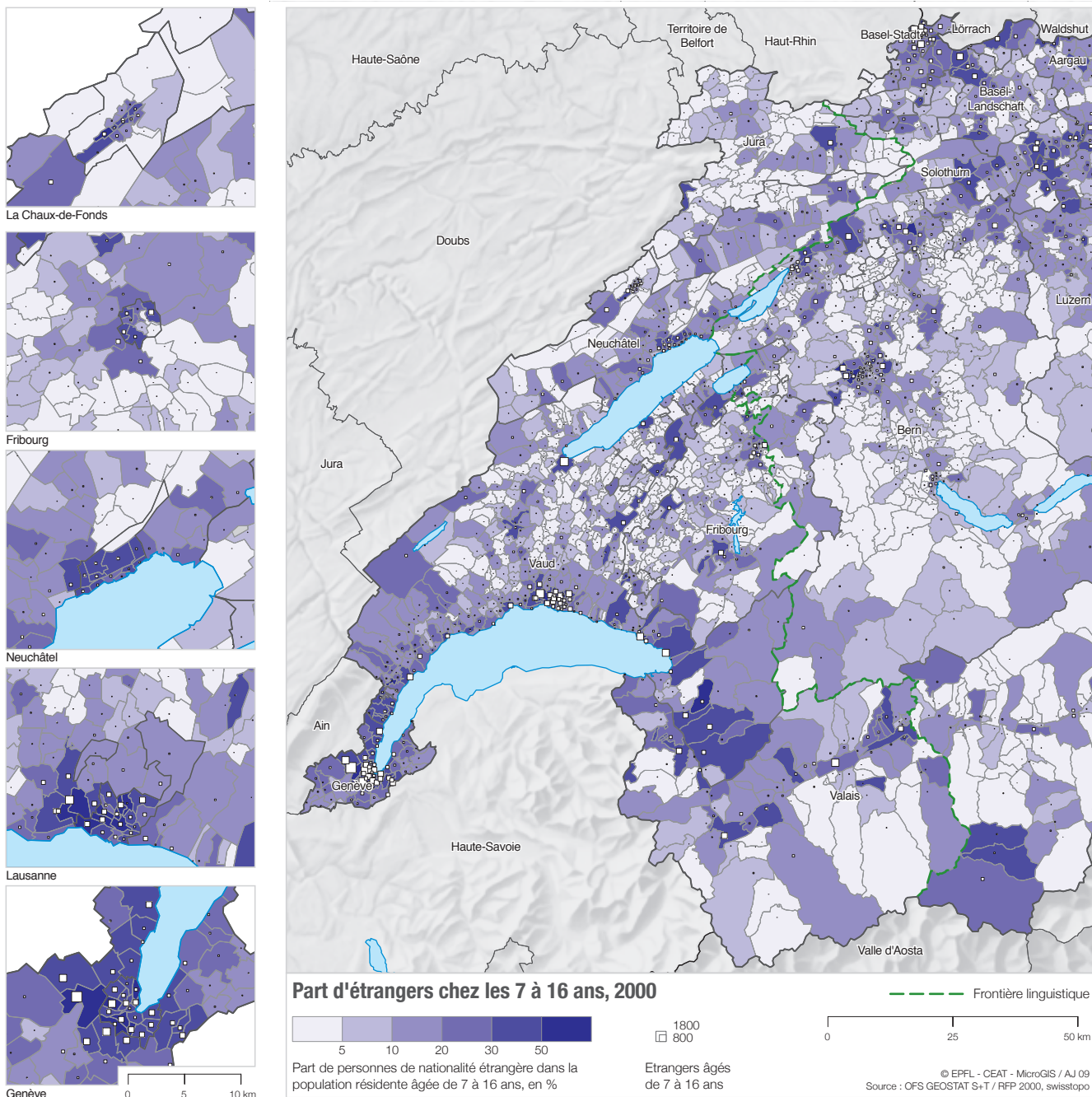
## Deux sexes, deux modèles spatiaux de l'activité économique

En bref, le travail féminin est important là où les hommes ne sont pas très engagés dans la vie active. Cette synthèse rapide reste valable malgré de nombreuses exceptions.

D'abord, un constat général : la Suisse connaît une participation à la vie active relativement élevée en comparaison internationale, liée à l'entrée assez précoce dans la vie active grâce à l'importance de l'apprentissage et des âges élevés au moment de la retraite. S'y ajoute la tendance forte des dernières décennies qui a vu entrer un grand nombre de femmes sur le marché de l'emploi, bien que souvent à temps partiel. 91% des hommes et 72% des femmes entre 20 et 64 ans sont actifs en Suisse romande.

Les marchés d'emploi propices aux femmes sont les centres-villes, les stations touristiques et les communes ayant des institutions de santé, éducatives ou des branches industrielles spécifiques, comme l'horlogerie en Suisse romande. Dans toutes ces communes, les femmes sont non seulement nombreuses à travailler, mais encore elles y immigrent préférentiellement.

Parmi les types de communes cités, seul le modèle touristique implique également une participation élevée des hommes. En revanche, ils sont nombreux à être actifs dans les couronnes périurbaines des agglomérations, c'est-à-dire la résidence préférentielle des jeunes familles. Ailleurs, les centres industriels tels que ceux qu'on trouve en Valais offrent des emplois essentiellement aux hommes. Les villes-centre se démarquent par leurs faibles taux d'activité masculins : ceci est dû à un grand nombre de jeunes en formation et de sorties précoces de la vie active.



## Les élèves étrangers ou la ségrégation sociale

La Suisse accueille un grand nombre d'immigrés, plus de 20% de la population. L'immigration est une clé du succès helvétique, et elle est vécue dans l'ensemble de façon positive par les arrivés et par les accueillants. Pour autant, il est exceptionnel qu'une commune compte une majorité étrangère, car les communes concernées mélangent souvent familles immigrées et retraités suisses. La carte montre la part d'étrangers parmi les enfants en âge de scolarité obligatoire, ce qui est proche de la part des ménages immigrés dans les ménages familiaux.

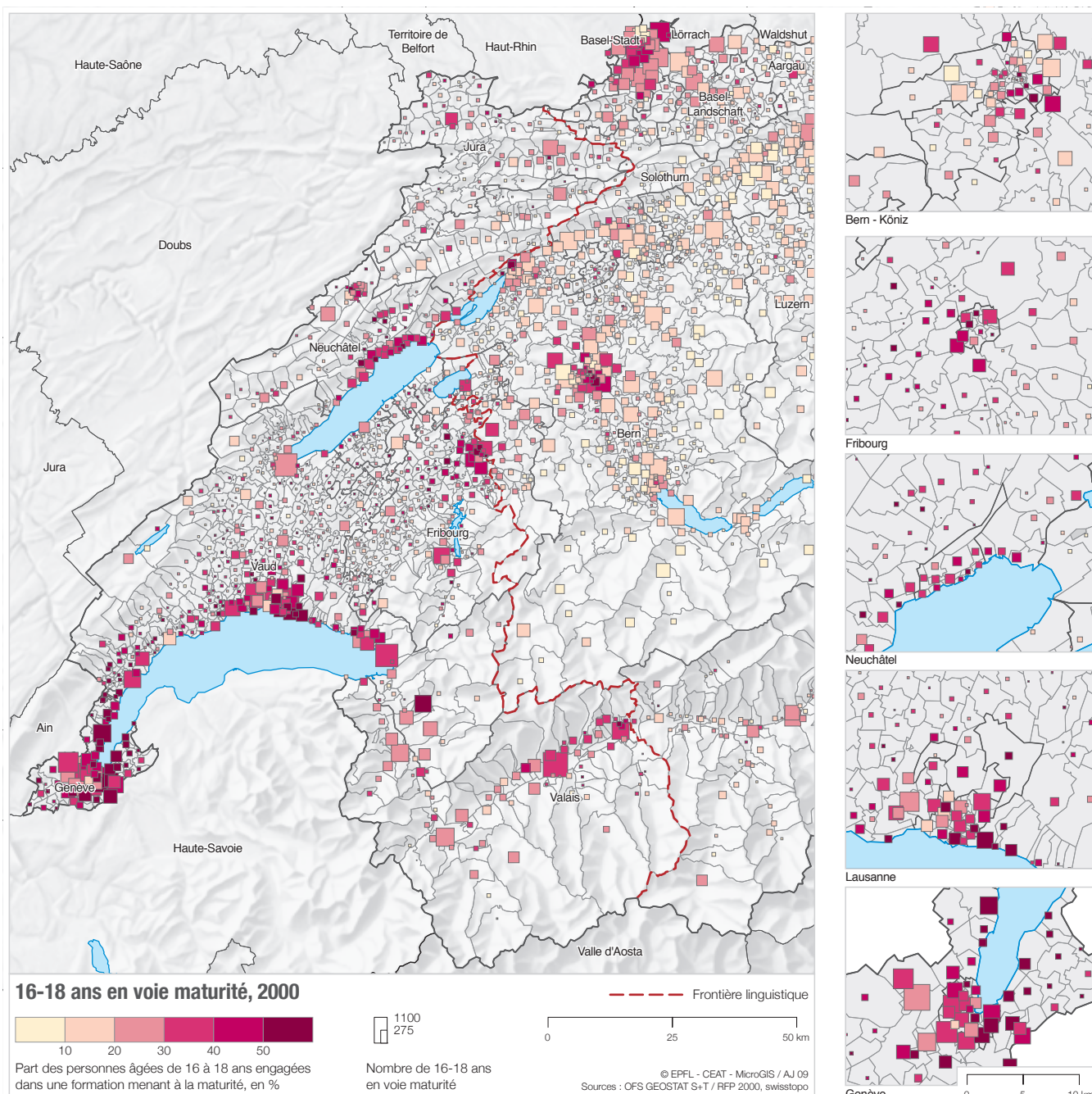
Vu sous cet angle, certains quartiers des grandes villes tiennent presque du ghetto : une forte majorité d'élèves étrangers est recensée dans les quartiers populaires lausannois et genevois, comme dans certaines banlieues (Ouest lausannois, Vernier). Ces quartiers prennent ici une spécificité qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.

Les familles étrangères sont concentrées dans les villes, les petits centres, les communes industrielles et touristiques et les communes

suburbaines. Elles habitent ainsi à proximité de leurs lieux d'emploi : entreprises industrielles, hôtels, institutions. Cette correspondance spatiale n'est pas tant l'expression d'un marché d'emploi spécifique que le résultat d'une localisation résidentielle particulière : les bas loyers se trouvent dans les immeubles construits dans les années 1950 et 1960, lesquels sont proches des zones industrielles.

Genève reste la seule agglomération suisse à forte immigration de familles aisées – elle montre une ségrégation spatiale nettement plus faible qu'ailleurs, puisque même les quartiers aisés comportent une forte population étrangère.

Dans l'ensemble, il est frappant de constater à quel point la péri urbanisation a contribué à une différenciation spatiale impressionnante entre familles suisses et étrangères. La différence entre Lausanne et le Gros-de-Vaud est parlante sur ce plan, tout comme celle qui se marque entre petits centres et communes voisines (Monthey, Bulle, Moudon, Payerne etc.).



## L'école publique comme vecteur de la reproduction sociale ?

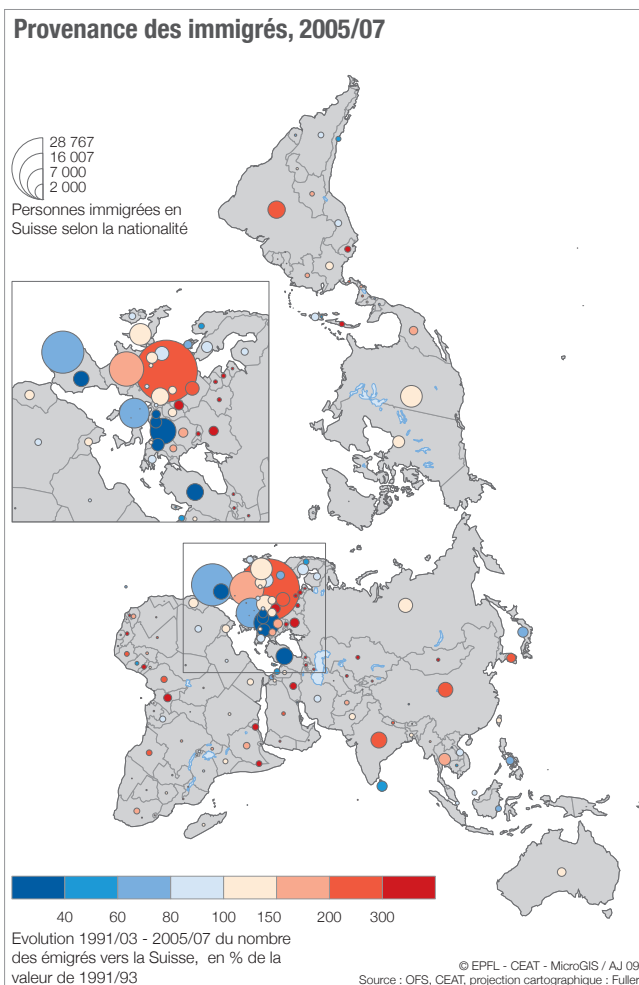
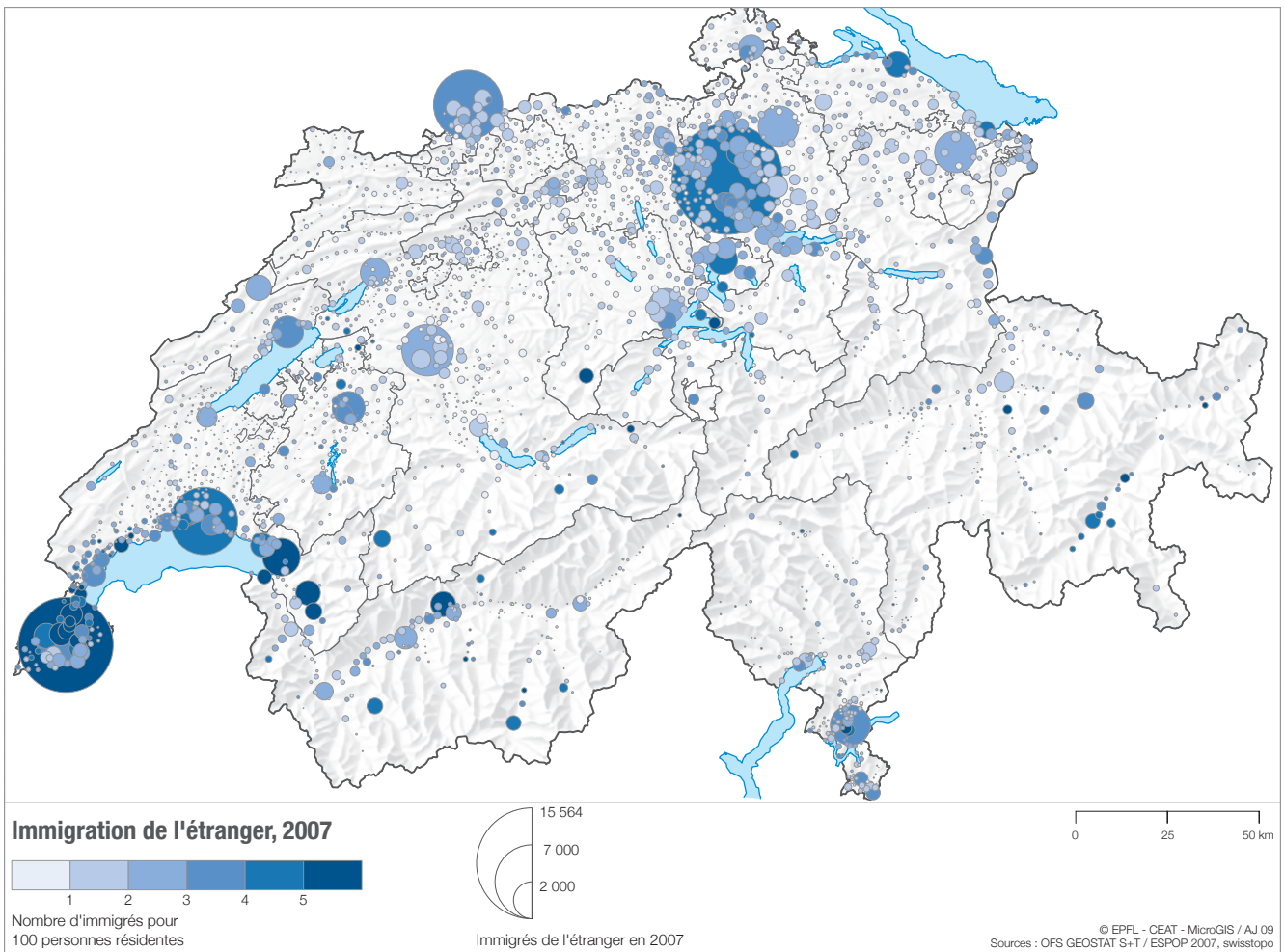
Le système de formation suisse se distingue historiquement par une grande importance dédiée à la formation professionnelle. Depuis 1960 toutefois, la Suisse fait des efforts substantiels pour améliorer les chances de réussite scolaire des enfants de familles ouvrières ou rurales. Ainsi, la part des jeunes obtenant une maturité augmente fortement, tout en restant faible en comparaison internationale.

22% des jeunes de 16 à 18 ans se trouvaient, en 2000, en formation gymnasiale en Suisse – 33% en Suisse romande, 42% au Tessin et 17% en Suisse allemande. Localement, la liste des différences est éloquent : 41% dans le Canton de Genève contre 25% dans le Jura ; à Genève, 58% à Florissant contre 20% aux Acacias ; à Lausanne, 70% aux Mousquines mais 18% à la Bourdonnette. Dans les banlieues, 62% à Collonge-Bellerive et 53% à Pully, mais 25% à Vernier et 22% à Renens. Dans les périphéries, ça n'est guère mieux. Des vallées jurassiennes à Entremont en passant par la Broye ou la Gruyère, les pourcentages ne dépassent pas 25%.

Des différences spatiales d'une ampleur incroyable, qui reflètent des aspects culturels d'aspirations familiales, mais aussi des différences régionales d'offre, de structure sociale, de degré d'intégration.

Ces énormes écarts dans la promotion scolaire laissent songeur quant aux modes de sélection en vigueur. S'y ajoute, comme élément clé, le comportement des parents face à ces inégalités, dans l'acceptation des différences ou dans leur adaptation par le choix du lieu de résidence ou entre une offre d'école publique ou privée.

Malgré les discours égalitaires, en l'état l'école semble être le facteur le plus discriminant de la société urbaine suisse. Elle place la barre très haut pour les enfants issus de milieux modestes, périphériques ou peu assimilés sur le plan linguistique.

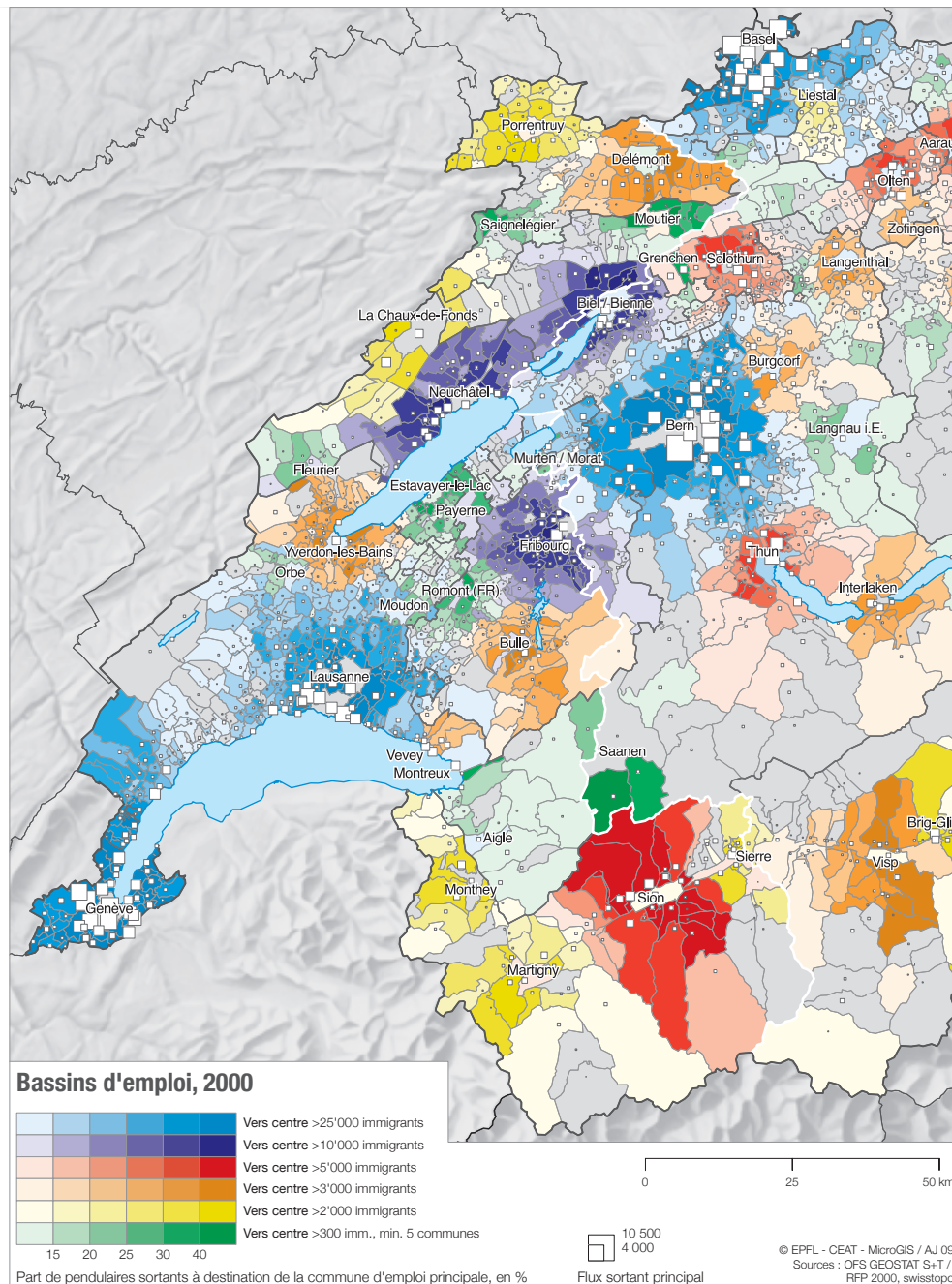
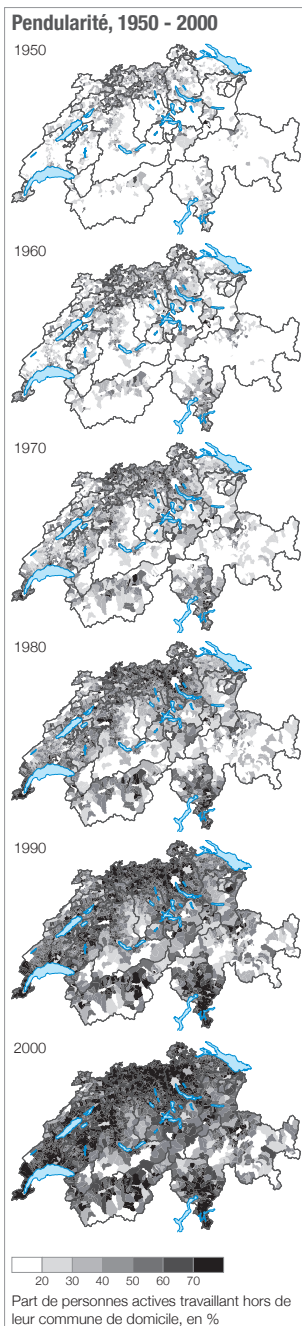


## Une immigration désormais très qualifiée

Depuis 1945, l'immigration internationale joue un rôle majeur dans l'évolution démographique de la Suisse. La grande carte montre la répartition spatiale des personnes ayant immigré en Suisse en 2007.

La ville de Genève domine la carte avec près de 12'000 immigrants en 2007. C'est effectivement l'arc lémanique tout entier qui apparaît comme une destination privilégiée. Dans la région Riviera-Chablais, la présence des écoles internationales fait exploser les statistiques à Montreux, à Leysin ou encore à Villars. Ailleurs en Suisse romande l'immigration internationale est beaucoup plus faible et concentrée essentiellement sur les villes. Désormais, l'immigration dans l'arc lémanique est le fait d'une population aisée, qualifiée ou en voie de l'être, qui diffère profondément de l'immigration plus traditionnelle des travailleurs non qualifiés qui marque le reste de la région.

La carte du monde souligne le changement de l'origine des migrants (sans les requérants d'asile) vers la Suisse dans une comparaison temporelle entre les périodes 1991/93 et 2005/07. La taille des symboles correspond au nombre d'immigrés en moyenne des trois dernières années, la couleur marque l'évolution par rapport à la période de référence. En 1991 et en 2007, un nombre identique d'immigrés sont arrivés en Suisse (165'000 personnes). En chiffres relatifs, les origines lointaines se trouvent en légère hausse, bien qu'en chiffres absolus, cette immigration reste peu importante (31'000 personnes, dont 2000 venant du Brésil, de l'Inde et de la Chine). Car c'est en Europe que le bouleversement fondamental a eu lieu. L'immigration traditionnelle depuis les années 1950 a pu puiser dans le sud du continent ; elle s'est tarie et, dorénavant, les ressortissants des pays voisins, d'Allemagne et de France, sont les plus nombreux. Le recul des migrants du sud a touché le plus fortement l'Espagne, les Balkans et la Turquie, plus légèrement le Portugal et l'Italie. Les effets cumulés des accords bilatéraux et d'une situation économique enviable ont conduit à cette structure migratoire proche de celle qui prévalait il y a cent ans.



## Bassins pendulaires : la métropole et les microrégions

L'étude des flux pendulaires dessine les bassins de vie de la population, les espaces au sein desquels les personnes actives et leurs proches évoluent quotidiennement. La carte représente la destination principale des actifs de chaque commune, la saturation de la couleur exprimant la part des actifs concernés, la couleur étant fonction de l'importance du bassin ainsi créé, du bleu pour les plus importants au vert foncé pour les plus petits, en passant successivement par le violet, le rouge, l'orange et le jaune.

Dans l'arc lémanique, Genève et Lausanne dominent complètement, dessinant la métropole lémanique, s'étendant du Genevois aux portes de Vevey et débordant largement des rivages du Léman vers la plaine de l'Orbe, le Gros-de-Vaud, la Haute Broye, la Veveysse même. La métropolisation y est en marche : les aires de Nyon et Morges se sont dissoutes dans la métropole, celles d'Orbe, de Moudon, même de Vevey sont en passe de l'être. Yverdon est la prochaine sur la liste. Dans cette région, le rapport à Lausanne et Genève domine les comportements, la métropole lémanique devient l'espace de référence et imprime une nouvelle réalité au territoire.

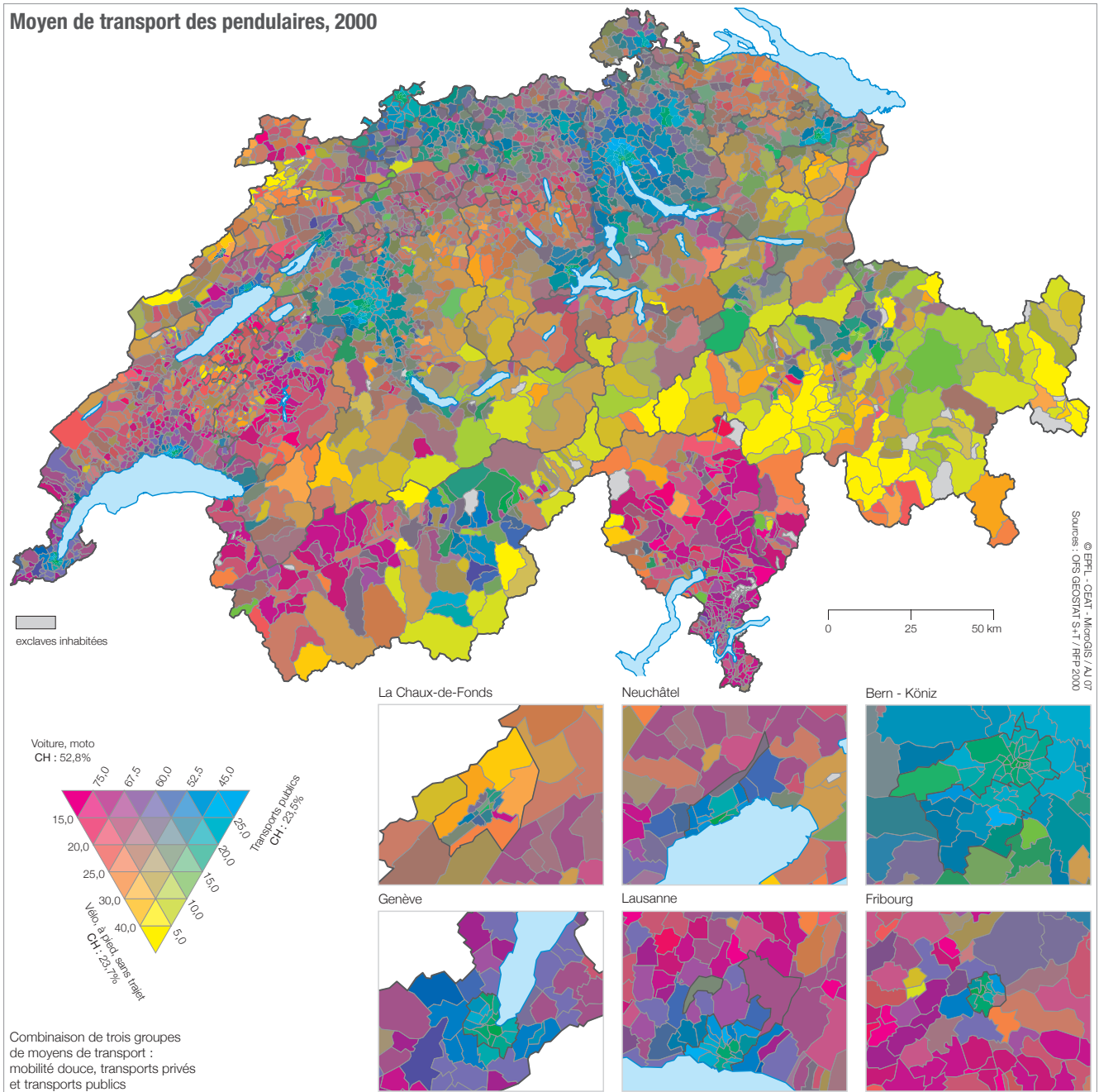
Rien de tel, en revanche, dans l'arc jurassien, le pays fribourgeois et la vallée du Rhône. Là, même les grands centres régionaux (Bienne,

Neuchâtel, Fribourg, Sion) ne parviennent pas à étendre leur emprise au-delà de leur terroir d'origine. L'espace y est compartimenté en petites régions, souvent fortement ancrées dans l'histoire (Gruyère, districts valaisans...), marquées par des frontières cantonales vigoureuses, qui accentuent encore un morcellement parfois extrême, comme dans la Broye.

Ainsi donc la Suisse romande se divise nettement en deux ensembles antinomiques : une aire métropolitaine étendue centrée sur Genève et Lausanne, et un espace morcelé en de nombreuses petites régions fortement identitaires que les villes moyennes ne parviennent pas encore à fédérer en plus grands ensembles.

Les six petites cartes en bordure montrent la dynamique du phénomène de la pendularité durant un demi-siècle : aujourd'hui près de 60% des actifs travaillent ailleurs que dans leur commune de domicile contre 17% en 1950. La longueur des trajets augmente continuellement, la vitesse des parcours s'accroît, mais le temps du trajet moyen n'évolue que lentement : un des atouts du marché d'emploi hautement diversifié de la Suisse reste ses trajets pendulaires relativement courts, pour l'instant.

## Moyen de transport des pendulaires, 2000



## Les modes de transports : des modes de vie ?

Les investissements dans les systèmes de transport ont été en Suisse, au cours des dernières décennies, à la hauteur de 10% des dépenses publiques de la Confédération, des cantons et des communes. La réalisation d'un réseau dense d'autoroutes a été le plus grand projet réalisé par la Confédération. Depuis les années 1980, les investissements dans le rail et les transports urbains ont sensiblement augmenté ; la Suisse est considérée à l'étranger comme un modèle de gestion des transports publics.

Si les systèmes de transports suisses sont performants, leur utilisation dépend très fortement de la qualité de l'offre. La congestion du trafic a diminué par rapport à ce qu'elle a pu être par le passé, mais semble en nette augmentation dans les deux agglomérations lémaniques et entre celles-ci.

La carte suisse est construite sur la base d'un graphique triangulaire et montre, par commune, la part des actifs qui se rendent au travail soit par des modes doux (à pied, à vélo, sans trajet), soit en voiture

ou à moto, soit en transports publics. Le même schéma est appliqué aux communes et quartiers de six villes de Suisse occidentale.

L'information tirée de ces représentations distingue trois espaces différents : d'abord les villes-centres dans lesquelles l'utilisation des transports publics est importante, puis, les régions rurales et touristiques, où la part de personnes sans trajet ou à pied est considérable, et, finalement, les couronnes périurbaines et les communes rurales à forte pendularité, où la voiture domine complètement, parfois en combinaison avec le train.

Une deuxième distinction que permet la lecture de cette carte est la logique des régions linguistiques. En Suisse allemande, l'utilisation du train et des transports urbains est plus élevée, par suite d'une offre plus étoffée – à l'instar du S-Bahn zurichois.



# Deux Suisses en termes de charge fiscale

Lorsqu'on compare l'attractivité des différentes régions de Suisse, le sujet des différences de charge fiscale vient souvent au premier plan. Toutefois, il est rare que le calcul – complexe – soit effectivement réalisé. La charge fiscale totale en 2008 est ici représentée pour deux familles de quatre personnes, l'une disposant d'un revenu net de 100'000 francs par année et l'autre de 1'000'000 de francs annuels.

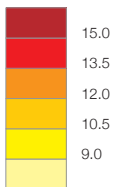
Pour une famille gagnant 100'000 francs, la charge fiscale varie du simple (Zoug, environ 10%) au double (Neuchâtel, environ 20%). Les différences de charge fiscale sont donc saisissantes, entre une Suisse occidentale traditionnellement étatiste et où les impôts sont élevés, et une Suisse orientale beaucoup plus orientée sur la responsabilité individuelle et où les impôts sont bas. En Suisse romande, c'est dans le Valais et de manière plus surprenante à Genève que l'imposition des familles de la classe moyenne est la plus favorable, alors qu'elle est assez lourde dans l'arc jurassien où de tels revenus font figure de revenus élevés.

L'imposition des contribuables riches a fortement évolué ces dernières années. En 2008, c'est la commune schwytoise de Wollerau qui taxe les familles millionnaires le plus favorablement, à raison de 19,9% seulement. La lecture de la carte confirme que plusieurs cantons alémaniques se sont démenés récemment pour attirer de tels contribuables. Outre Schwytz, ce sont notamment Zoug, Obwald et Nidwald, et Appenzell Rhodes-Intérieures. Par opposition, une famille lausannoise de même revenu paiera plus de 41% de son revenu en impôts. A Genève, ce taux serait de 37%.

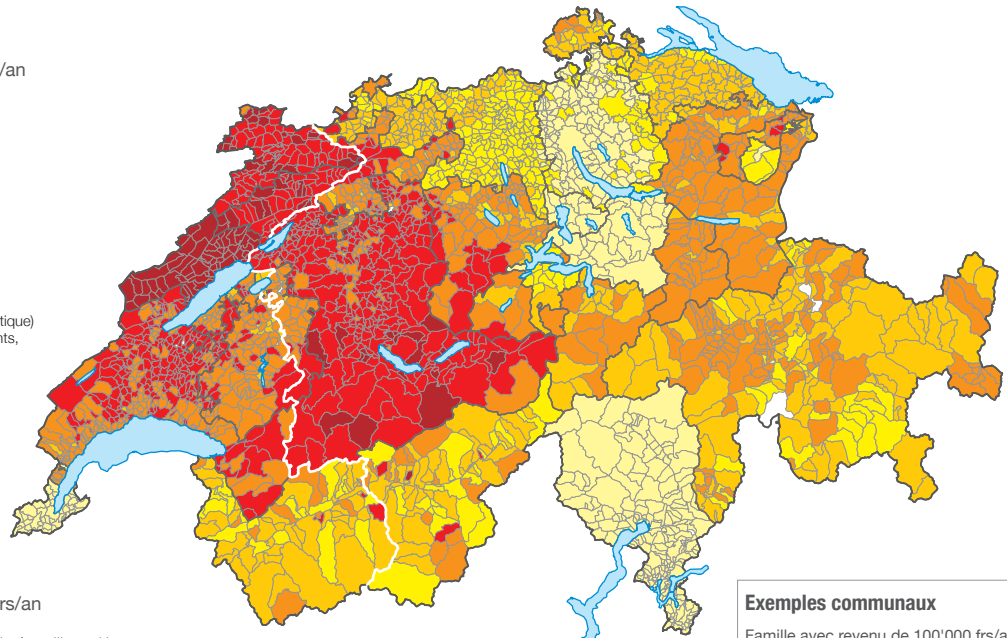
En Suisse Romande, peu de concurrence fiscale entre les cantons sur ces classes de revenus. On note toutefois la position de nouveau surprenante de Genève qui, à tous égards, est un canton finalement assez généreux fiscalement, un reflet probable de la richesse de ses habitants.

## Taux d'imposition, 2008

Famille avec revenu de 100'000 frs/an



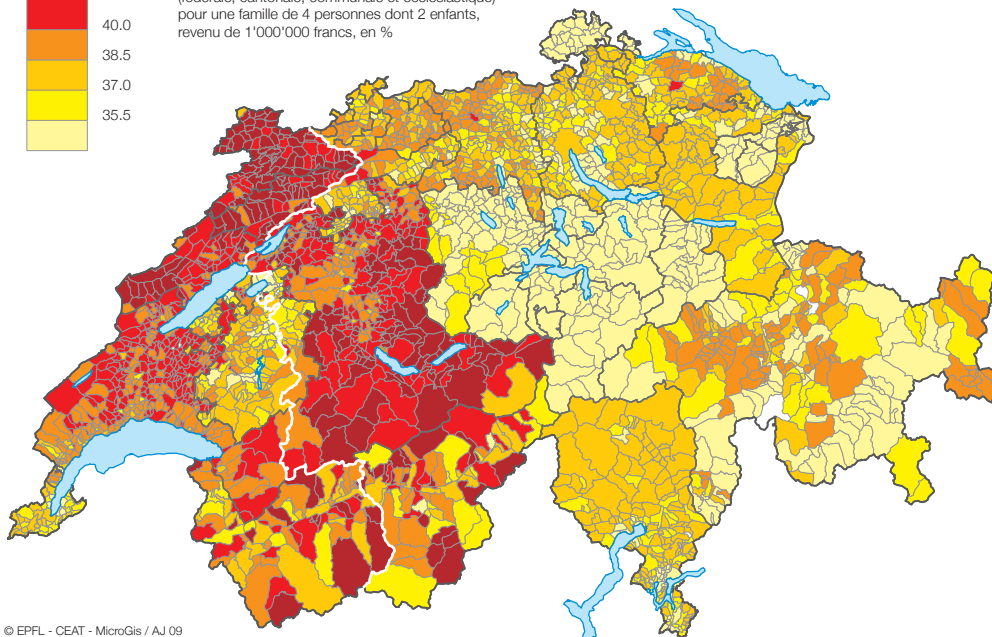
Part du revenu prélevé par l'imposition (fédérale, cantonale, communale et ecclésiastique) pour une famille de 4 personnes dont 2 enfants, revenu de 100'000 francs, en %



Famille avec revenu de 1'000'000 frs/an



Part du revenu prélevé par l'imposition (fédérale, cantonale, communale et ecclésiastique) pour une famille de 4 personnes dont 2 enfants, revenu de 1'000'000 francs, en %



### Exemples communaux

Famille avec revenu de 100'000 frs/an, charge fiscale en %

Wollerau SZ	7.5
Collonge-Bellerive GE	11.0
Genève GE	11.8
Russin GE	12.1
Ferpicloz FR	12.4
Törbel VS	12.7
Sion VS	14.0
Coinsins VD	14.4
Boncourt JU	16.3
Fribourg FR	16.3
Niederörsz BE	16.5
Lausanne VD	17.3
Vugelles-la-Mothe VD	17.5
Delémont JU	17.8
Marin-Épagnier NE	18.4
Romont FR	18.9
Bern BE	19.0
Buix JU	19.1
Neuchâtel NE	19.2
Hohetenn VS	20.4
Noiraigue NE	21.2
Malleray BE *	21.8

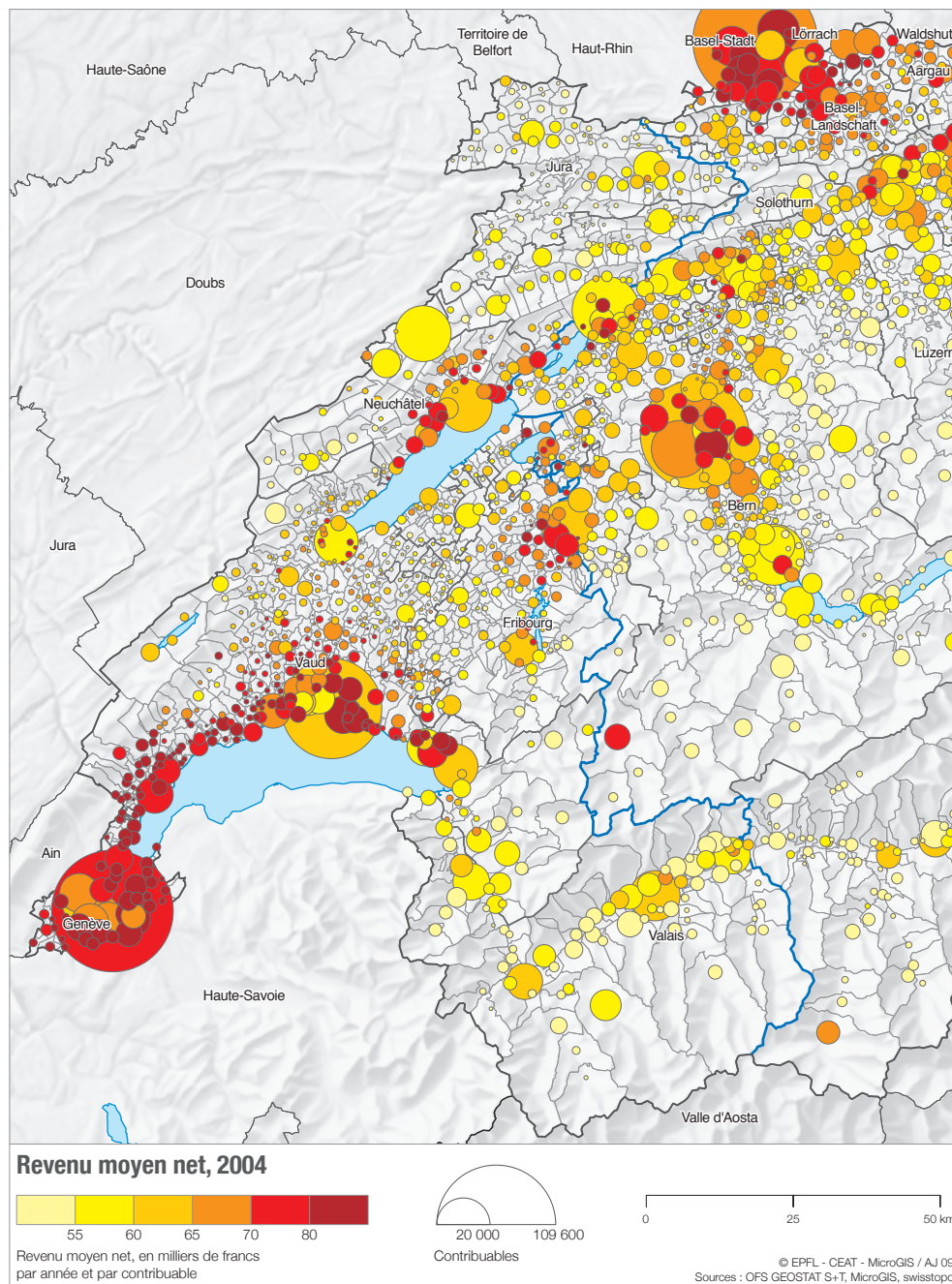
\* record de Suisse

© EPFL - CEAT - MicroGis / AJ 09  
Sources : OFS GEOSTAT S+T, AFC, Administrations fiscales cantonales, MicroGIS

**Revenu moyen net, par canton**

Valais	54.1
Uri	56.7
Jura	56.7
Grisons	57.0
Glaris	58.7
Obwald	60.5
Berne	60.7
Lucerne	62.4
Soleure	62.5
Thurgovie	62.6
Schaffhouse	62.7
Neuchâtel	63.3
Tessin	63.4
Appenzell Rh. ext.	63.8
Fribourg	63.9
Appenzell Rh. int.	65.1
Saint-Gall	67.0
Suisse	67.3
Argovie	67.6
Bâle-Ville	68.7
Vaud	70.3
Zurich	73.4
Bâle-Camp.	74.3
Nidwald	78.0
Genève	80.0
Schwytz	80.2
Zoug	91.9

Revenu moyen net, en milliers de francs par année et par contribuable



## Richesse lémanique, modestie montagnarde : la dichotomie des revenus

Cette carte représente les revenus nets tels que déclarés à l'autorité fiscale. La taille des cercles correspond au nombre de contribuables, la couleur au niveau moyen des revenus nets en 2004 par contribuable. Ce revenu net moyen s'élevait alors à 67'300 francs.

De manière générale on relève que les revenus sont plus élevés dans les régions urbaines qu'ailleurs, et d'autre part qu'au sein des aires urbaines, les banlieues sont plus riches que leurs centres. Le canton de Genève fait exception, le revenu moyen de la ville y étant nettement plus haut que dans ses banlieues populaires de Vernier, Meyrin, Onex et Lancy. On retrouve le même phénomène à Lausanne en version atténuée, la ville apparaissant beaucoup plus modeste et proche de sa banlieue ouest. Partout ailleurs, les centres sont nettement moins riches que leurs couronnes, comme à Bienne, Neuchâtel, Fribourg ou Vevey.

A l'échelle régionale, les disparités en matière de revenus sont massives. Ainsi, la région genevoise est beaucoup plus aisée que le

reste de la Suisse romande, à tel point que même Vernier, de loin la plus modeste des communes de la région, est plus riche que l'ensemble des communes de l'arc jurassien. Genève est en tête d'un arc lémanique dont l'essentiel des communes sont riches à l'exception des centres et de quelques banlieues denses déjà citées. Les agglomérations moyennes – Fribourg, Bienne, Neuchâtel – occupent une position médiane, comme les régions métropolitaines entourant Lausanne. En revanche, le Valais, la Broye et surtout l'arc jurassien apparaissent comme des régions aux revenus très modestes, mais également très homogènes.

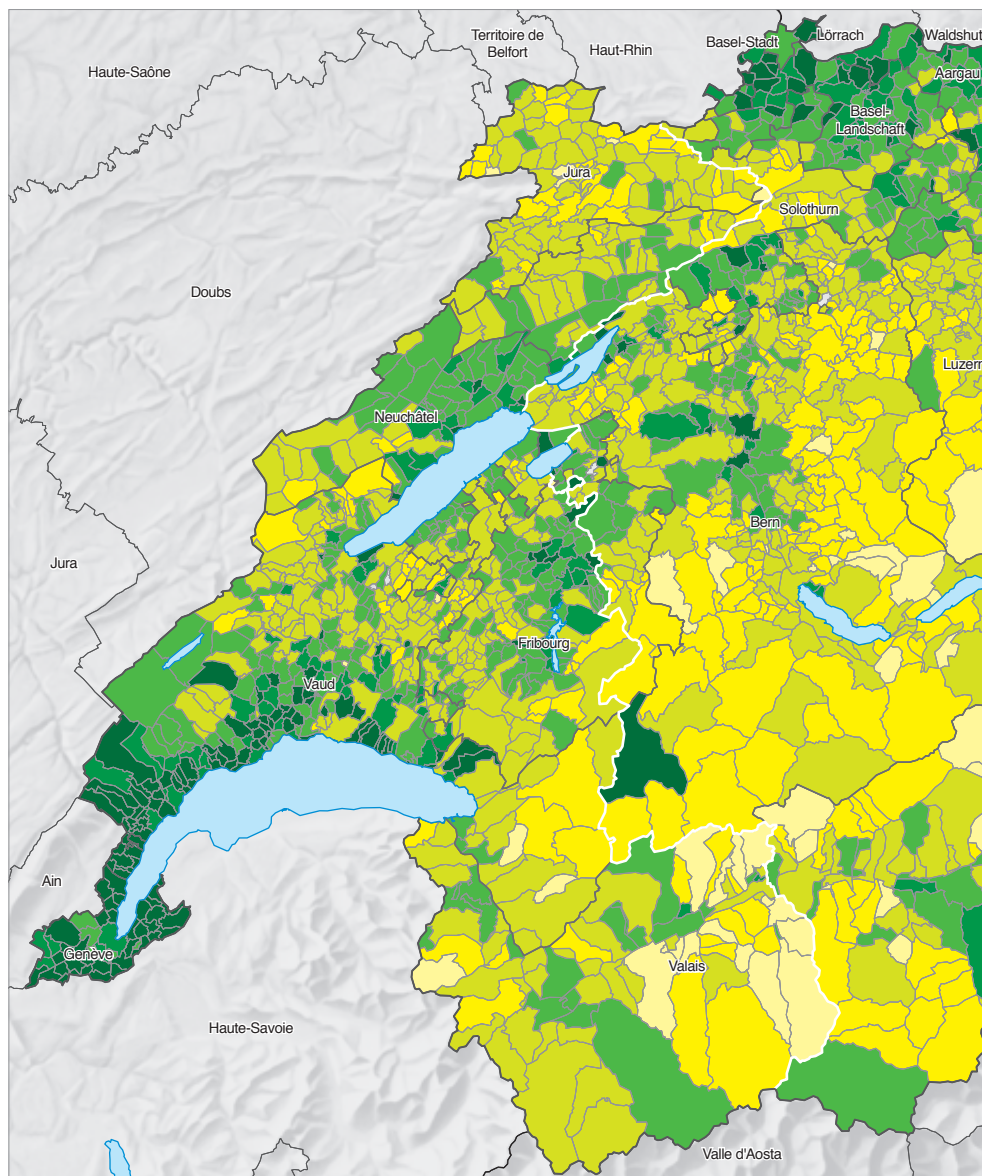
De fait, il existe un lien entre richesse générale des régions et discrimination sociale des populations : les agglomérations les plus riches (Genève et Lausanne) sont également celles où la population est le plus fortement discriminée selon la classe sociale.

## Des disparités régionales plus faibles : le revenu disponible théorique

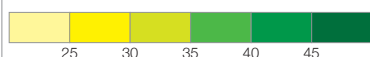
Cette carte illustre le revenu disponible théorique moyen par contribuable. Le revenu disponible théorique s'obtient en retranchant du revenu net des impôts, le loyer et les primes d'assurance maladie. En 2004, ce revenu disponible moyen s'établissait à 39'500 francs. En moyenne donc, les impôts, l'assurance-maladie et le loyer représentaient en 2004 près de la moitié des dépenses des ménages romands.

La lecture de la carte mitige largement celle de la carte précédente. En effet, les régions les plus riches de Suisse romande, celles de l'arc lémanique, sont également celles où le coût du logement et de l'assurance maladie sont les plus élevés. A l'inverse, si les salaires nominaux sont bas en Valais et dans l'arc jurassien, le coût de la vie y est également nettement moins élevé. Dès lors, en termes de revenus disponibles, les écarts entre régions sont moins élevés qu'en termes de revenus nets.

La hiérarchie générale du niveau d'aisance reste toutefois la même. C'est en métropole lémanique que le revenu disponible est le plus élevé, particulièrement le long de la Côte, en campagne genevoise et en Lavaux ; toutefois, bien qu'en retrait les régions urbaines restent en général bien notées, à Genève plus qu'à Lausanne qui fait ici réellement figure de parent pauvre. Les agglomérations moyennes du reste de la Suisse romande comportent les mêmes revenus disponibles que l'arc lémanique : ainsi à Sion, Fribourg, Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds. En définitive, seules de rares régions souvent périphériques souffrent d'une réelle faiblesse de leurs revenus disponibles, dans le canton du Jura, le Val-de-Travers, le Nord Vaudois, la Broye et les vallées latérales préalpines et alpines.



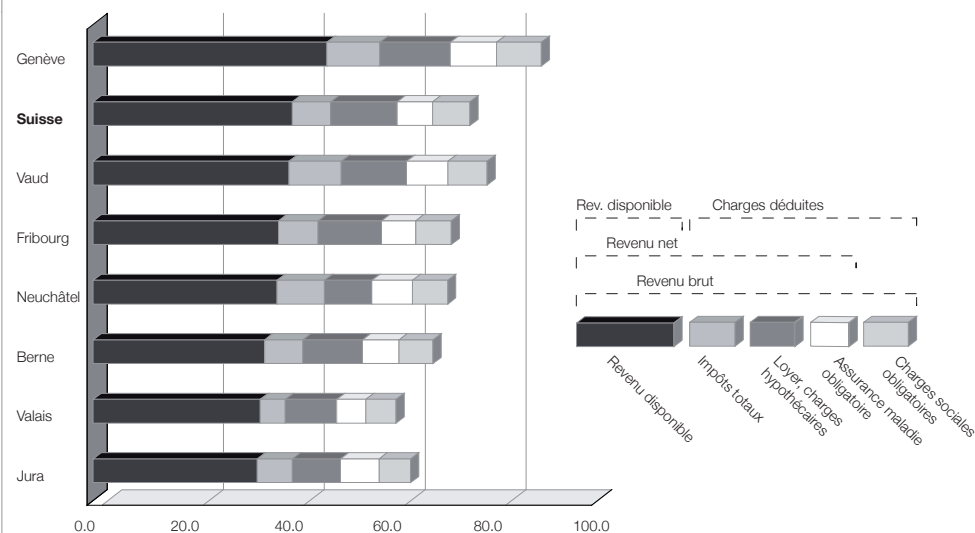
Revenu à disposition des ménages, 2004



Revenu disponible des ménages : revenu moyen net moins les impôts, les assurances et le loyer, en milliers de francs

© EPFL - CEAT - MicroGIS / AJ 09  
Sources : OFS GEOSTAT S+T / statistique des loyers 2003 / RFP 2000, OFSP, AFC, Administrations fiscales cantonales, MicroGIS, swisstopo

Revenu moyen à disposition des ménages dans les cantons romands



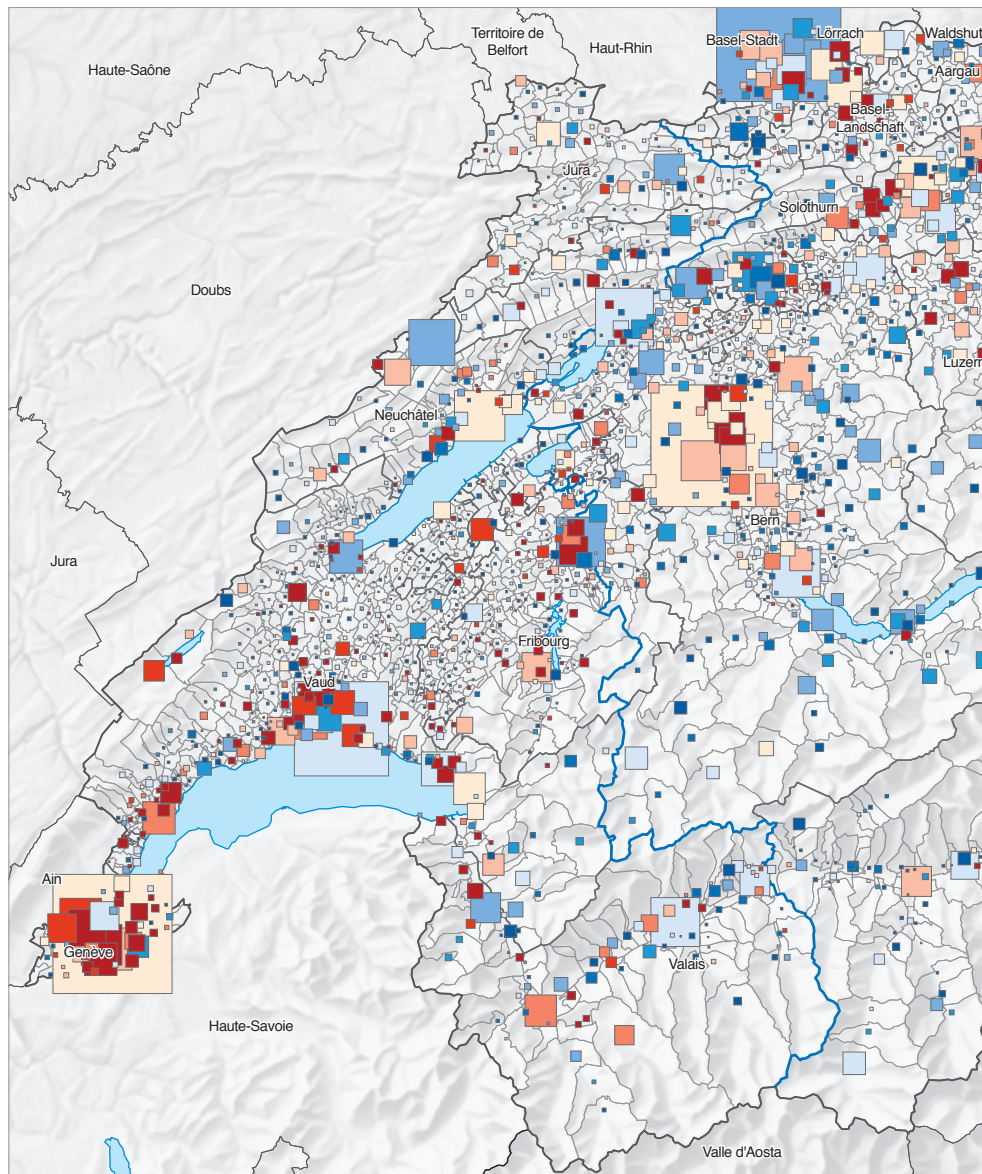
Revenu brut, net et disponible, par canton, en milliers de francs

# Emploi : vers de nouvelles disparités régionales ?

Depuis le milieu des années 1990 l'économie a oscillé entre croissance et récession, de sorte que l'augmentation globale de l'emploi est restée très faible au plan national (0,4% en dix ans). Toutefois, cette stabilité cache des disparités majeures entre les régions et au sein de ces dernières. La taille des symboles figure le nombre d'équivalents plein temps par commune en 2005, leur teinte l'évolution de ce nombre sur dix ans : en rouge, les communes qui progressent, en bleu celles qui déclinent.

C'est en métropole lémanique que la croissance de l'emploi a été la plus vive. Si les villes restent assez stables après une forte décreue lors de la crise des années 1990, leurs banlieues sont en très forte progression, notamment dans les secteurs de l'aéroport et de Plan-les-Quates à Genève, dans l'Ouest lausannois, et tout le long de la Côte. On note le même phénomène dans la ceinture ouest de Fribourg, plus faiblement à Neuchâtel et à Vevey. L'ensemble de l'arc lémanique connaît des progressions impressionnantes, qui débordent désormais vers le nord.

Ailleurs en Suisse Romande, le contraste est plus marqué. L'arc jurassien alterne bourgs en croissance et villages industriels en déclin, mais ici les villes ne parviennent pas à sortir leur épingle du jeu. De même en Valais, où la vallée du Rhône alterne villages viticoles en restructuration et villes dynamiques comme Martigny. Dans les vallées alpines en revanche, comme d'ailleurs dans les régions périphériques de plaine, le déclin est généralisé. Pour les unes, c'est le signe avant-coureur de la déshérence, pour les autres d'une spécialisation résidentielle exclusive. La géographie de l'emploi souligne donc les grandes réorganisations territoriales en cours : une métropole qui triomphe tout en sortant de ses centres, des campagnes qui se satellisent autour d'elle, des montagnes et vallées qui se vident de leur substance.

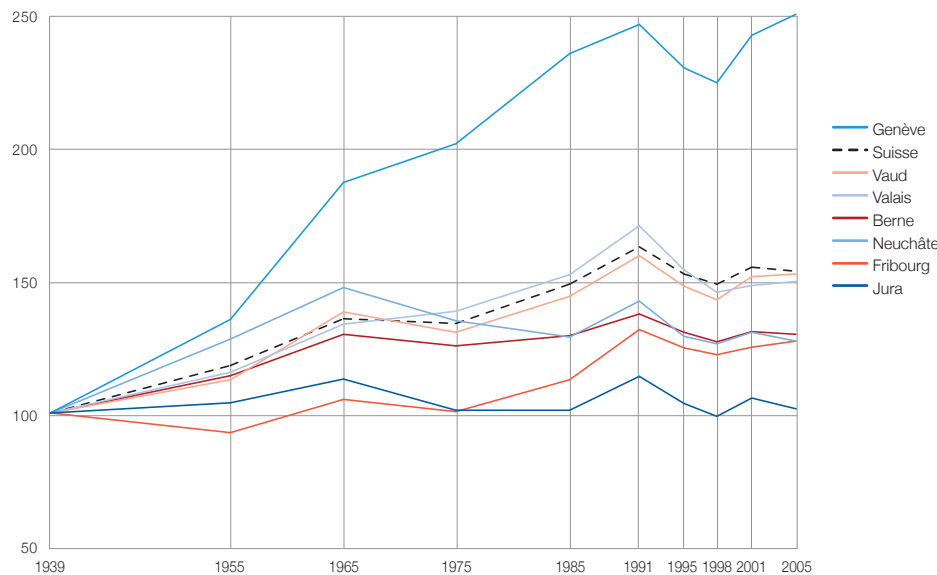


Evolution de l'emploi, 1995-2005



© EPFL - CEAT - MicroGIS / AJ 09  
Sources : OFS GEOSTAT S+T / RFE 1995 et 2005, swisstopo

Cantons romands : évolution de l'emploi 1939 - 2005 (indexé 1939)



Sources : OFS, RFE 1939, 1955, 1965, 1975, 1985, 1991, 1995, 1998, 2001, 2005

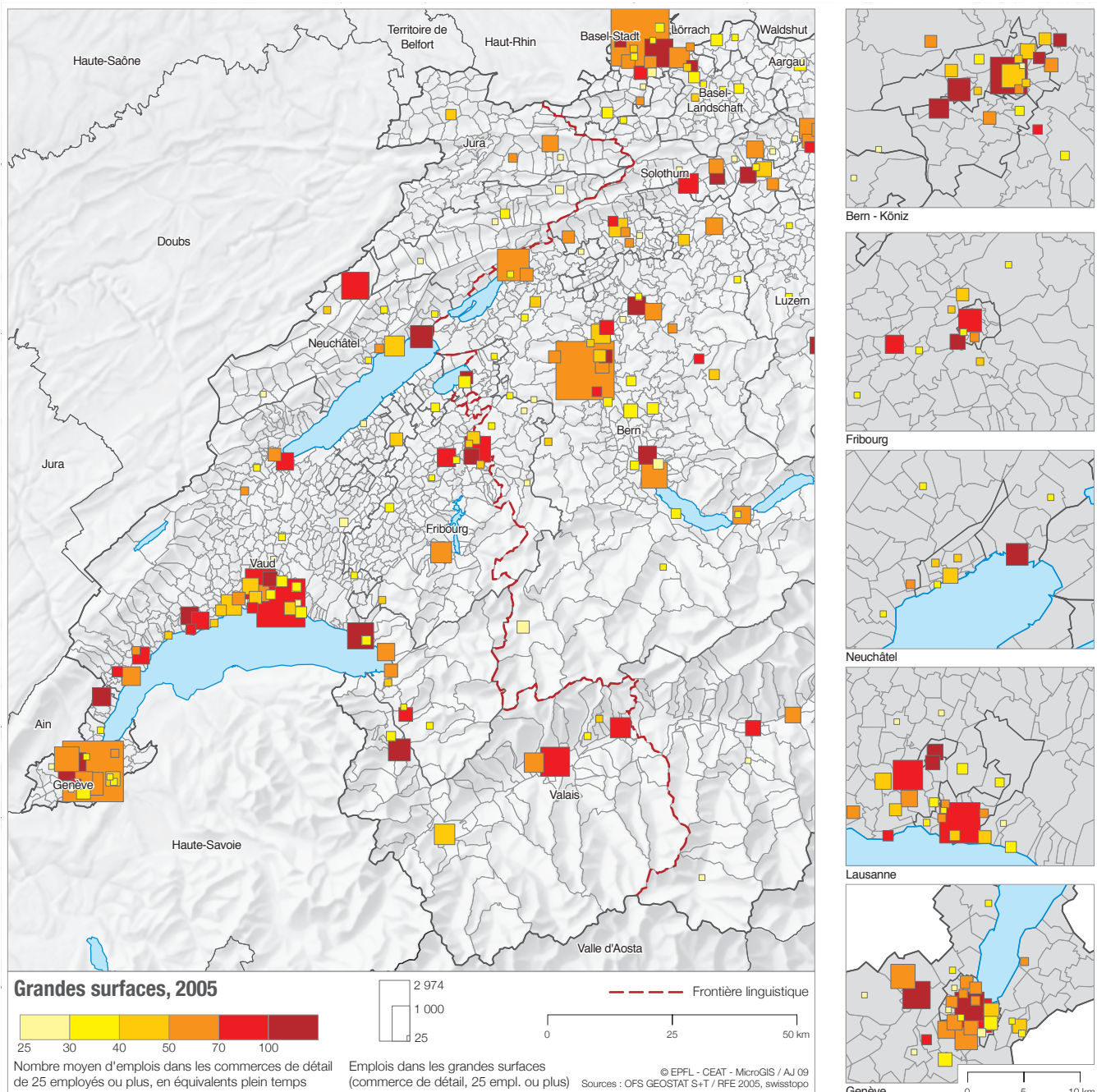
# La redistribution du commerce de détail et l'émergence des « edge cities »

Le commerce de détail a vécu ces dernières décennies des bouleversements majeurs, à mettre en parallèle avec l'évolution de nos modes de consommation. Alors qu'il dominait exclusivement, le petit commerce a été progressivement marginalisé au profit d'enseignes toujours plus étendues. En 2005, près du tiers des emplois dans le commerce de détail l'étaient dans des unités de 25 emplois et plus, soit des grandes surfaces, généralistes ou de plus en plus souvent spécialisées. Ce sont ces emplois que nous cartographions ici : la taille figure le nombre d'emplois concernés, la teinte le nombre moyen d'emplois par grande surface.

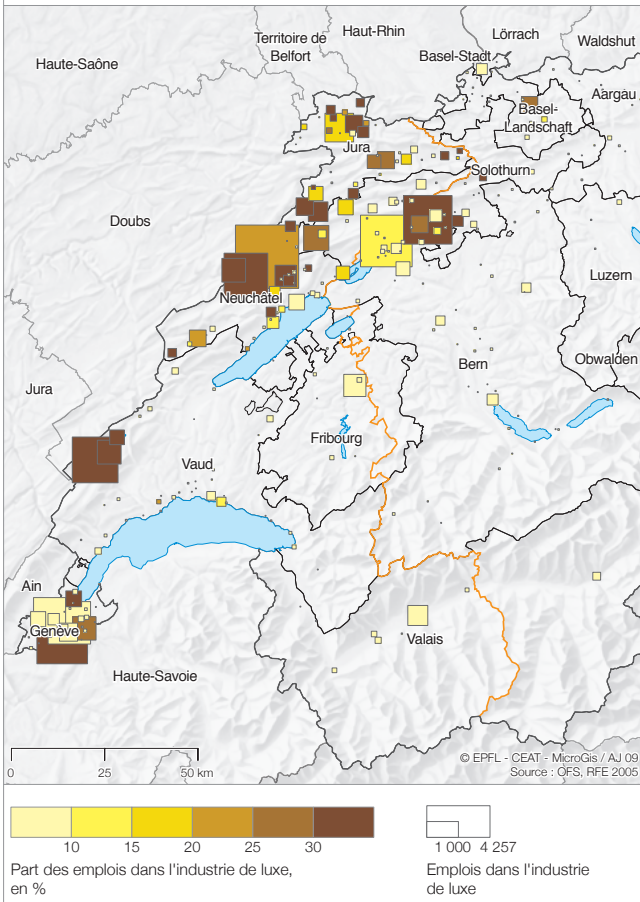
Historiquement, les grandes surfaces étaient l'apanage des grandes villes. La carte porte cet héritage et les centres régionaux ressortent, particulièrement dans la chaîne jurassienne, les pays de Vaud et Fribourg, en Valais. Toutefois, dès que la taille s'accroît, une sortie du centre-ville devient évidente, comme à Sion (Conthey), à Fribourg (Avry et Villars-sur-Glâne), plus encore à Neuchâtel, que Marin de vance désormais.

Mais c'est dans l'arc lémanique que le phénomène est le plus spectaculaire. Grâce au tourisme, Genève parvient à résister à l'émergence de sa ceinture ouest. En revanche, Lausanne est fortement concurrencée par sa banlieue ouest, où Crissier est devenu un pôle commercial solide aux côtés du centre-ville. Entre les deux, de Coppet à Prévengens, de nombreuses zones commerciales émergent à grande vitesse, dont le désormais fameux Littoral Park.

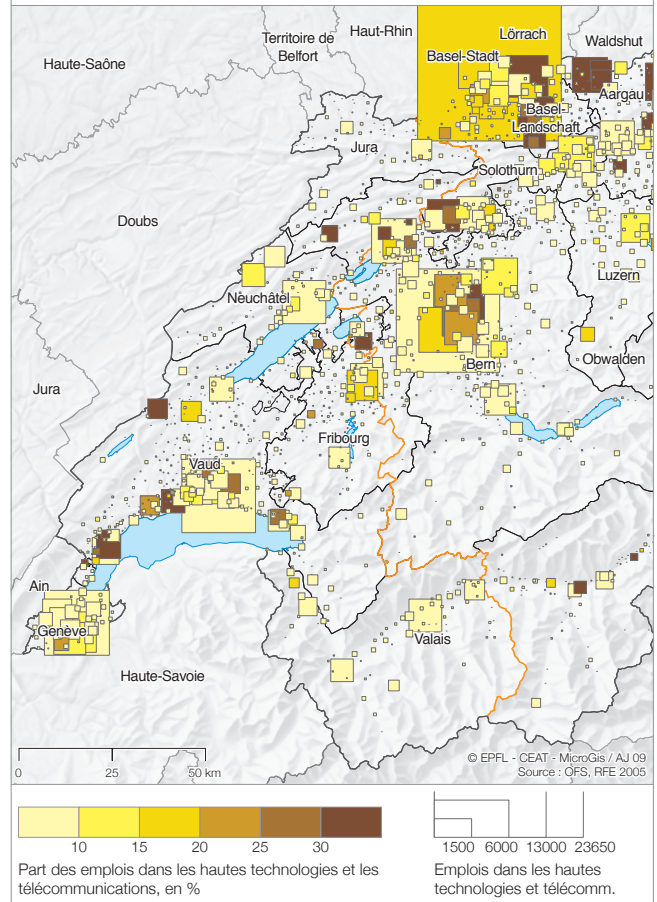
Ces zones commerciales « de périphérie » regroupent de très grandes enseignes qui s'étalent avec leurs parkings sur des hectares. Leur zone de chalandise, basée sur la voiture, s'étend à des dizaines de kilomètres. A bien des égards, ces « edge cities » sont en train de devenir centrales. Leur émergence préfigure l'avenir de ces zones ; c'est dans l'une d'elles que l'EPFL, l'UNIL et l'ECAL se localisent désormais.



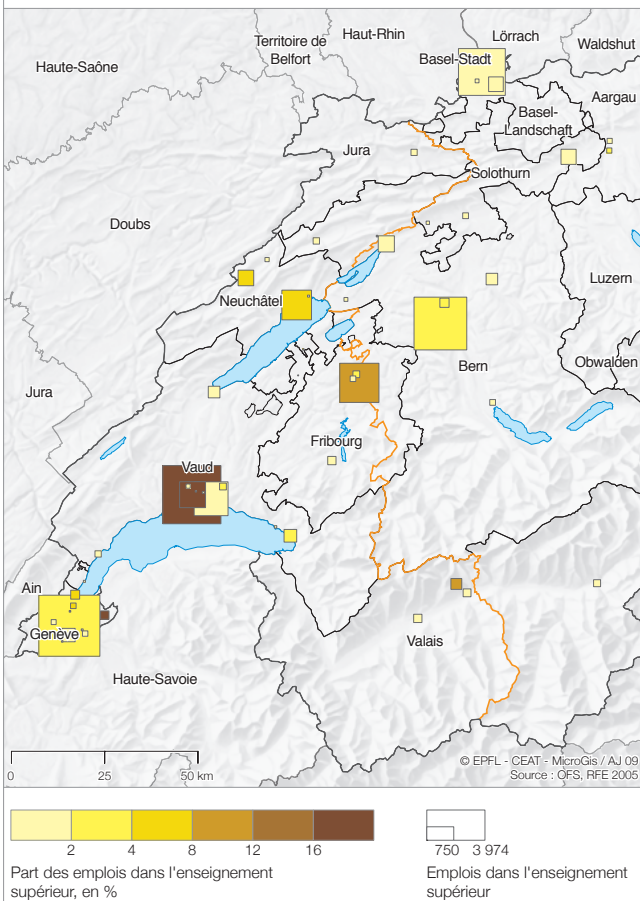
## Industrie de luxe, 2005



## Haute technologie et télécommunications, 2005



## Enseignement supérieur, 2005



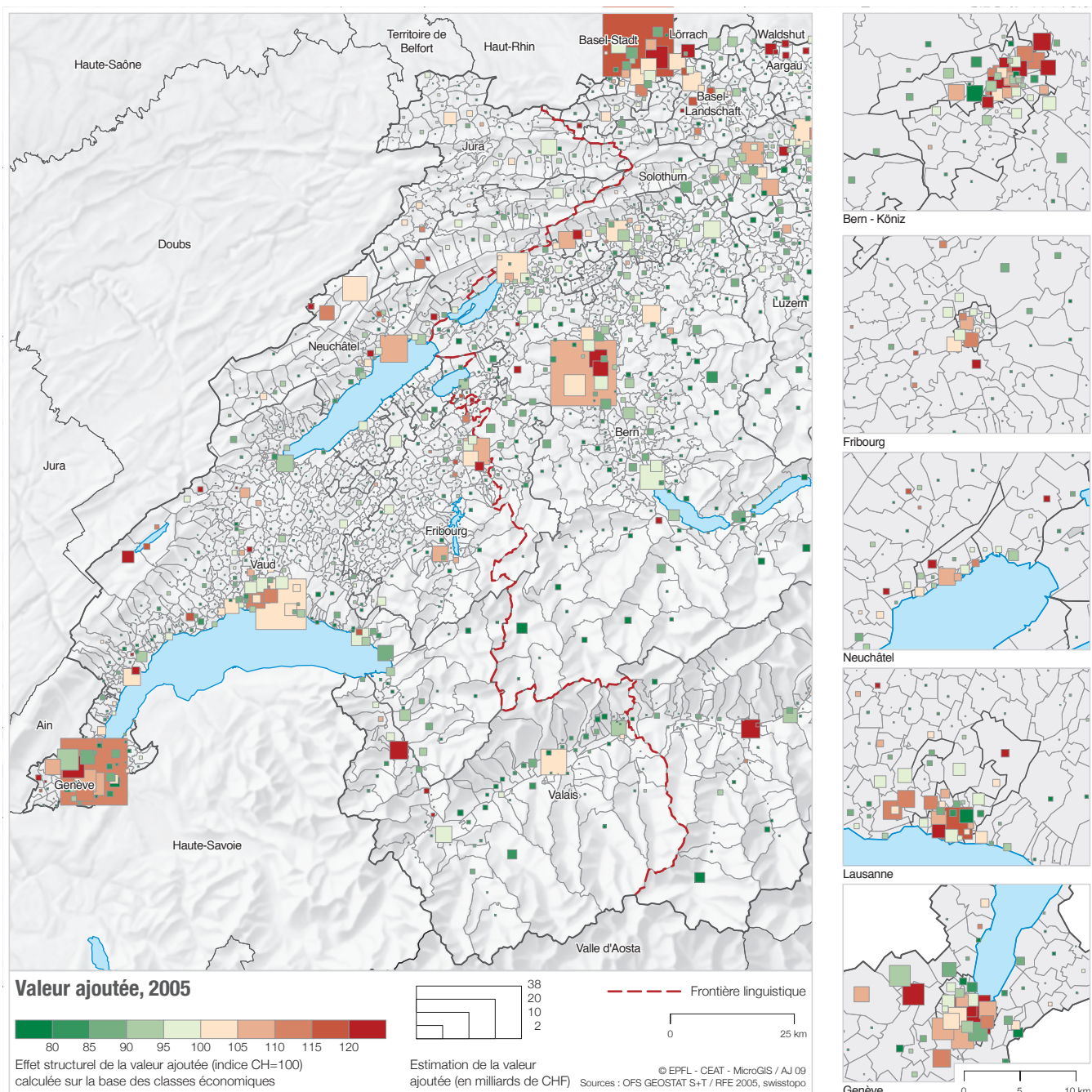
## Trois domaines-clé de l'économie romande

Trois domaines économiques sont souvent cités comme déterminants pour l'avenir du pays : les industries de luxe, les hautes technologies et les institutions de formation et de recherche. Ces trois cartes permettent de visualiser leur répartition spatiale.

L'industrie du luxe en Suisse romande est dominée par l'horlogerie. La carte laisse apparaître les centres de commandement que sont Genève d'une part, Bienne et Granges (SO) d'autre part, et expose la prééminence de deux centres de production majeurs leur étant liés, la Vallée de Joux pour Genève et les Montagnes neuchâteloises et leurs voisines (St-Imier, Franches-Montagnes) pour Bienne et Granges. Le canton du Jura compte quelques centres de moindre taille. Ainsi, l'industrie de luxe est une spécialité jurassienne, reliée au reste de la Suisse romande uniquement via ses centres de commandement.

La haute technologie (pharma, biotech, industrie de précision, télécoms, informatique et R&D privée) est en Suisse romande le domaine de l'arc lémanique, particulièrement de ses deux centres. Elle est fortement implantée dans les banlieues actives de Genève et Lausanne, et sur l'axe reliant ces dernières. Ailleurs, la haute technologie tend à s'implanter au pied du Jura, sans pénétrer la chaîne où l'horlogerie occupe le terrain. Elle se développe également dans la vallée du Rhône et la région fribourgeoise. Ceci étant, on note que la haute technologie est beaucoup plus forte en Suisse alémanique. Dans ce domaine, les récents progrès de la Suisse romande font figure de rattrapage.

On observe un fort lien entre la carte de la haute technologie et celle des hautes écoles, que les villes universitaires dominent. A ce niveau, le complexe EPFL-UNIL à Ecublens et à Chavannes sort en tête en Suisse romande, devant Genève, Fribourg et Neuchâtel. A noter l'émergence encore timide des HES qui pourraient à terme rééquilibrer le réseau, notamment en faveur de l'arc jurassien.



## Une géographie surprenante : la productivité du travail

La richesse globale d'un pays peut être assimilée à la valeur ajoutée du travail qu'il fournit. De ce point de vue la spatialisation de cette donnée permet de visualiser les sources de richesse de la Suisse romande. Sur la carte figurent, par commune, les informations suivantes, estimées sur la base du recensement des entreprises de 2005 : la taille des symboles est proportionnelle à la valeur ajoutée, et la teinte représentant la valeur ajoutée par emploi, donc la productivité effective du travail.

Le calcul à la base de ces cartes reste pourtant très approximatif, puisqu'il n'existe pas de données régionales officielles du PIB en Suisse. Nos chiffres présentent l'effet structurel de la valeur ajoutée, ce qui signifie qu'on applique la valeur moyenne suisse à tous les établissements d'une même branche, quelle que soit leur localisation. Ainsi aucune différence n'est faite entre les sites de production, de recherche ou de gestion administrative.

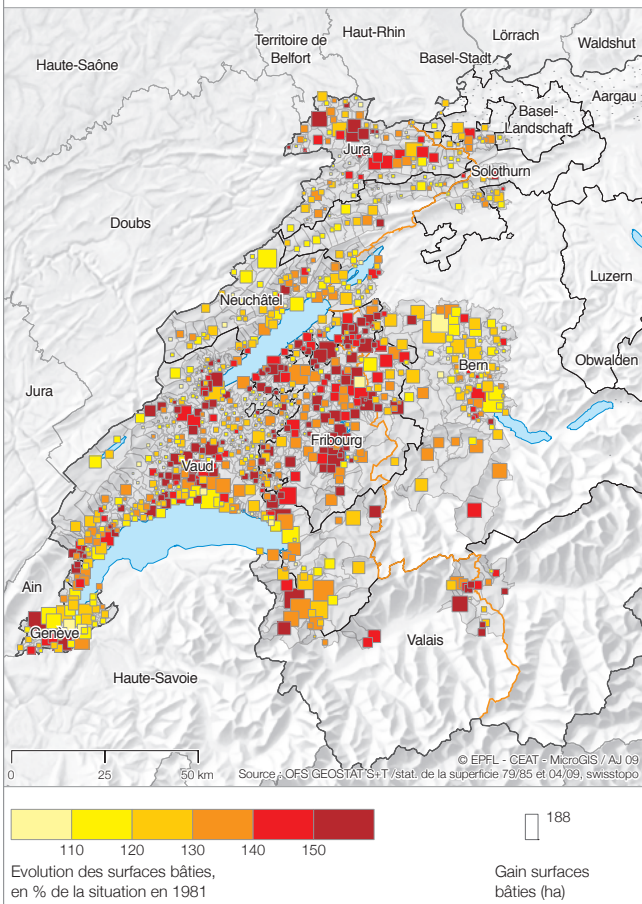
Sans grande surprise, ce sont les grands centres qui produisent le plus de richesses et au sein de ceux-ci les zones hyper-centrales, les « downtowns ». D'ailleurs, la productivité du travail y est également

forte, indiquant la qualité des emplois qui s'y trouvent. A l'échelle régionale c'est le tissu des villes moyennes et des centres locaux qui domine la carte. Par ailleurs, plus le centre est petit, plus la productivité y est faible. Les grands centres jouent ainsi réellement un rôle moteur dans l'économie actuelle du pays.

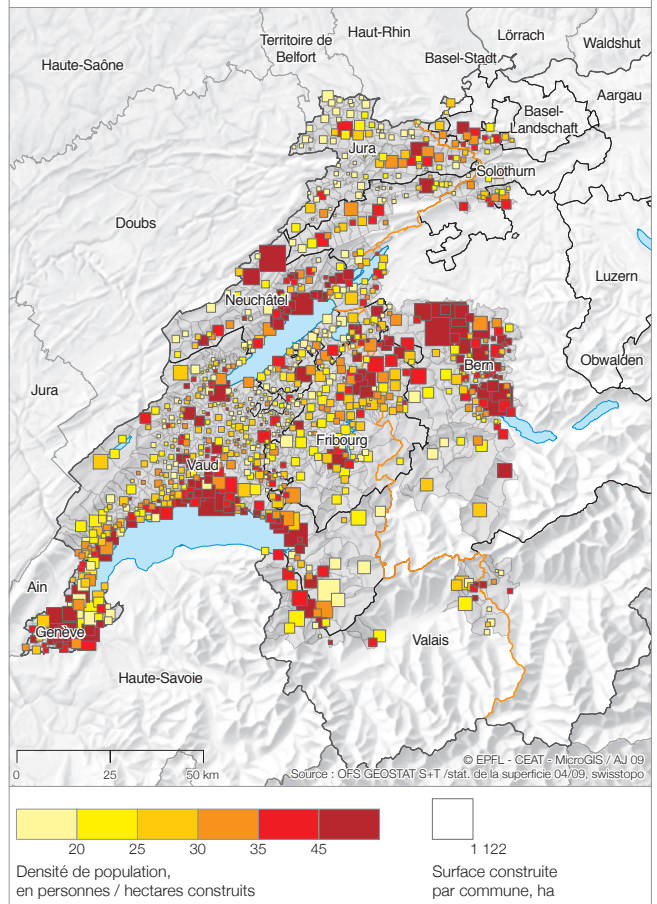
A cela, deux exceptions de taille. Premièrement, quelques centres industriels, surtout de l'horlogerie, des machines et de la chimie, comportent une très forte productivité du travail, signe aussi du succès des restructurations et de l'industrie romande. Ainsi, l'arc jurassien, mais aussi les centres industriels de plaine et des Alpes se distinguent par la forte productivité de leur travail qui contraste d'ailleurs avec la modestie des revenus salariaux.

A l'autre extrémité du spectre, le Valais – et avec lui les régions alpines et rurales – apparaît structurellement vulnérable, partagé entre deux activités à faible valeur ajoutée que sont l'agriculture et le tourisme, et qui là se corrént effectivement avec la faiblesse des revenus de ces régions.

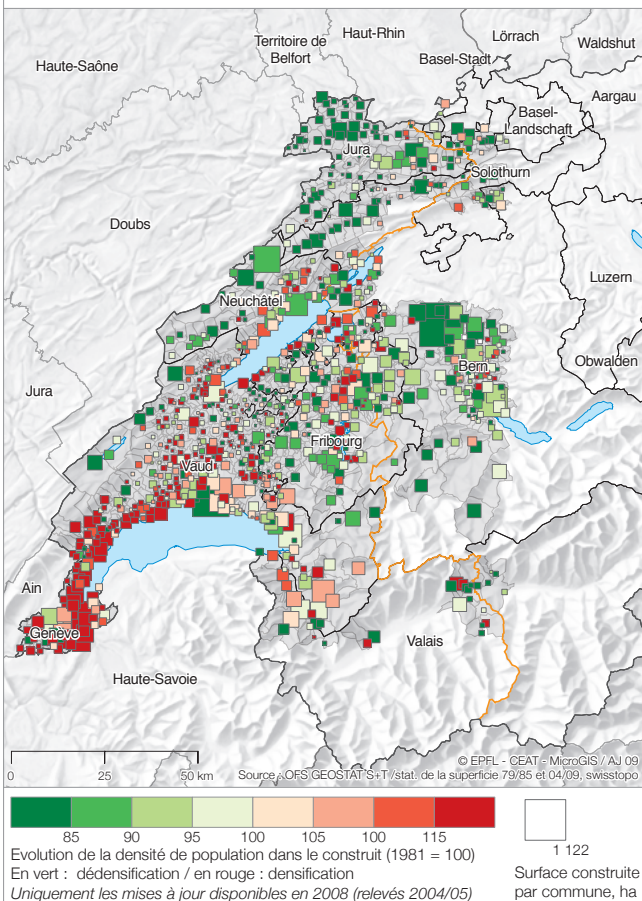
### Evolution des surfaces bâties, 1981-2005



### Densité de population dans le construit, 2005



### Densification de l'espace construit, 1981-2005



## L'urbain se densifie, le rural s'étale

Depuis l'exposition nationale de 1964, l'avancement des surfaces construites est considéré comme un enjeu majeur de l'urbanisation et le célèbre « mètre carré par seconde » est devenu une sorte de leitmotiv négatif du développement territorial. Pour contrer cette évolution, les urbanistes prônent la densification.

Depuis le début des années 1980, la statistique de l'utilisation du sol recense la surface bâtie, qui inclut les habitations, les entreprises et les réseaux de transport. Dans les trois cartes, on a retenu les surfaces dédiées à l'habitation et aux zones mixtes. La première carte indique, en symboles, la surface bâtie en 2005 et son évolution durant les 24 dernières années ; la deuxième montre la densité de population, d'emplois et de lits touristiques par rapport aux surfaces construites, et la troisième fait ressortir la tendance observée entre 1981 et 2005 : en rouge, les communes dont la densité a augmenté ; en vert, celles en perte de densité. Cette perte peut être provoquée soit par l'étalement : des nouveaux quartiers moins densément peuplés que les anciens ; soit par la déshérence : des villages existants perdant des habitants.

Dans la région lémanique, la population augmente davantage que les nouvelles surfaces construites – un signe clair d'un marché immobilier sous tension, mais également la conséquence de mesures d'aménagement efficaces qui préservent les zones agricoles. Néanmoins, c'est ici que les processus d'urbanisation se font le plus clairement sentir. A l'opposé, les villes et communes industrielles de Neuchâtel et du Jura de densité forte, mais en déclin, et des villages ruraux à faible densité, et où celle-ci baisse encore. Dans ces régions, comme dans d'autres parties rurales de Suisse romande, les terrains à bas prix constituent l'atout principal de la promotion économique, et l'aménagement du territoire est subordonné à ces impératifs.



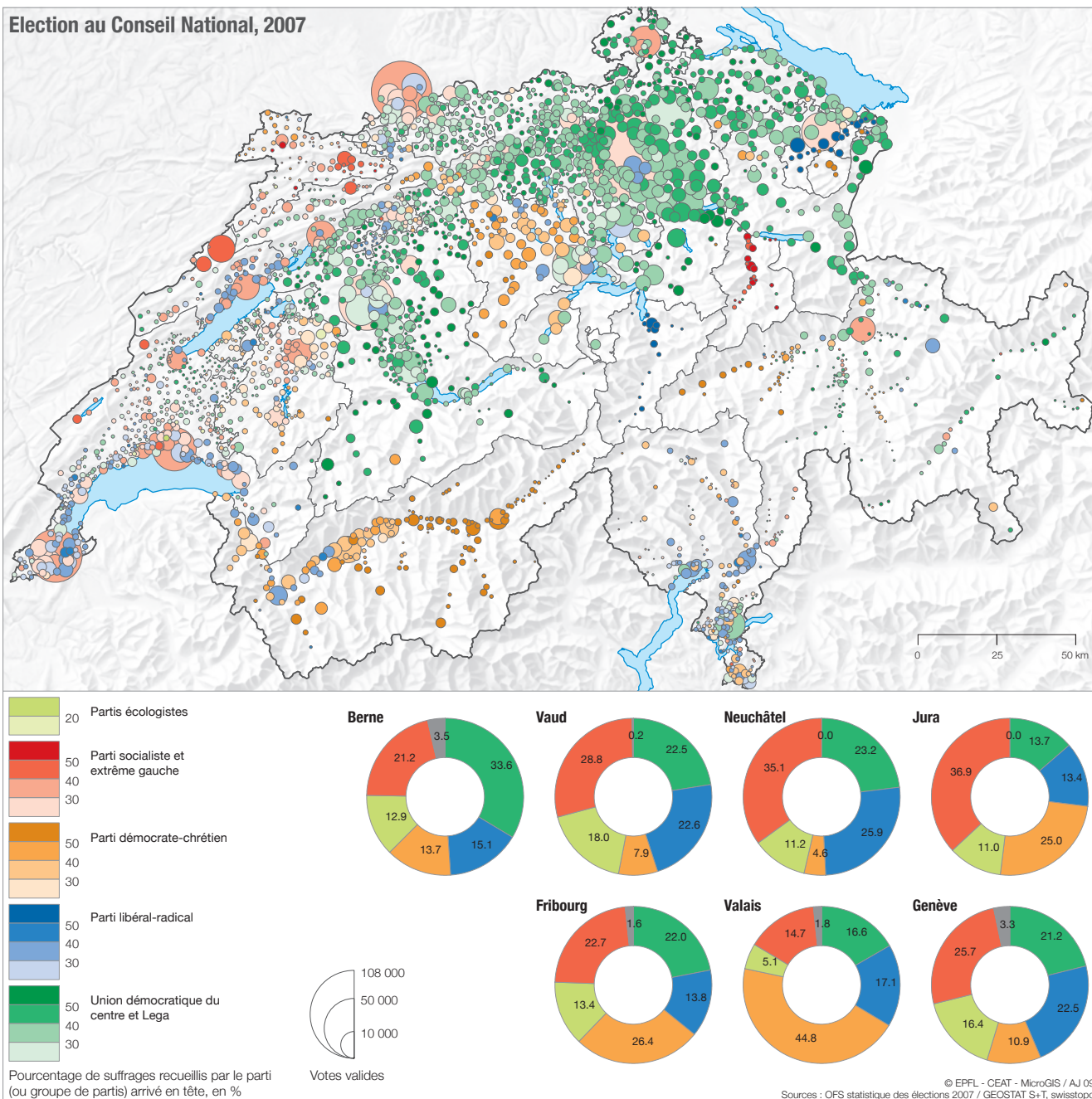
# Le comportement électoral ou le retour inattendu du Röstigraben

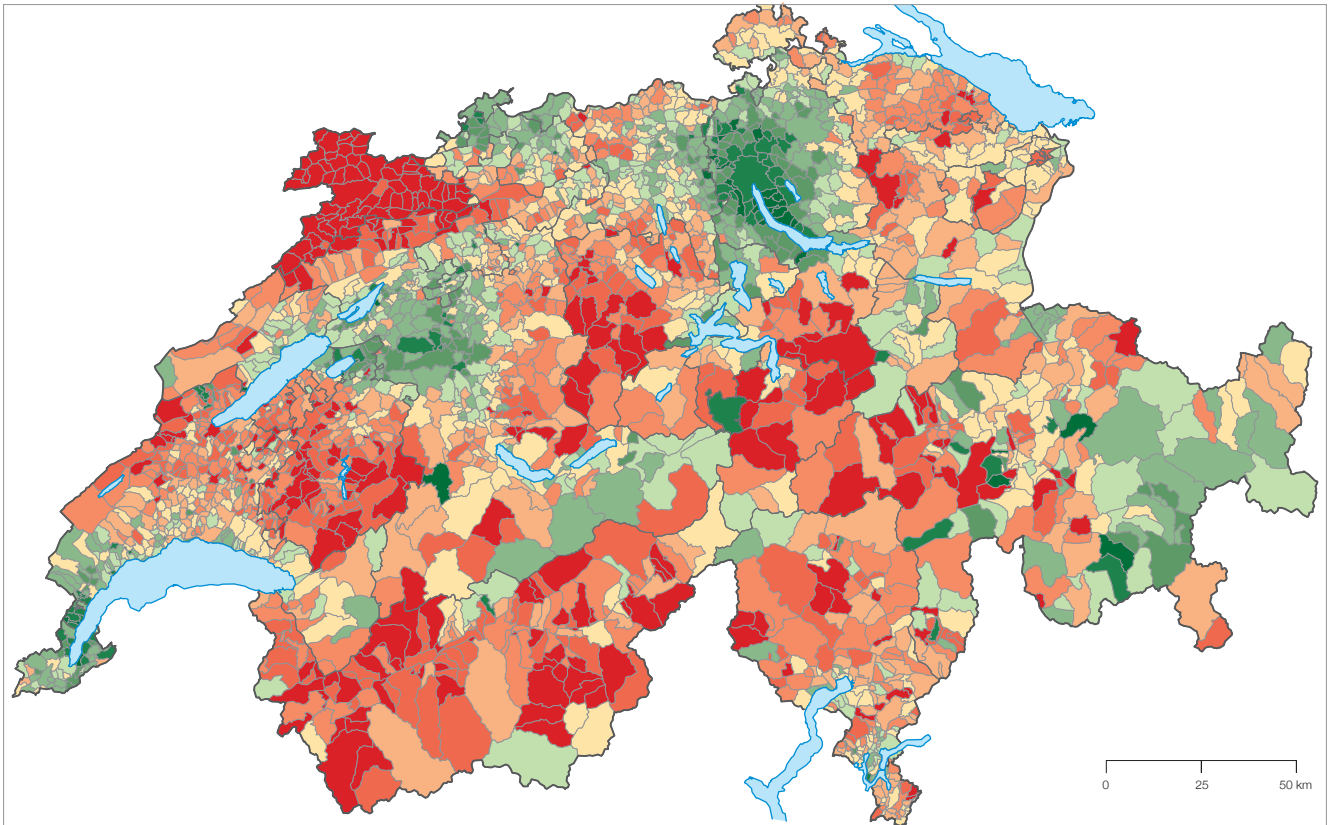
Les élections au conseil national de 2007 avaient consacré l'hégémonie de l'UDC sur la droite suisse jusqu'en Suisse romande, parallèlement à l'effondrement des radicaux et libéraux. Toutefois, la fusion entre ces deux partis redessine la carte issue de ces élections. La carte donne pour chaque commune le parti ou groupe de partis en tête et son poids électoral.

En Suisse romande, la gauche remporte les centres et les banlieues modestes, alors que les couronnes plus prospères et les aires métropolitaines placent le PLR largement en tête. L'UDC ne parvient à percer en tête que dans des communes rurales ou périphériques, et encore : en Valais et à Fribourg, c'est le PDC qui remporte ces communes, comme la gauche dans le canton du Jura. Les verts n'apparaissent presque jamais en tête, mais s'ils avaient été groupés avec la gauche, le rouge serait hégémonique en Suisse romande, tant le binôme gauche-verts y apparaît proche de la majorité (JU : 48%,

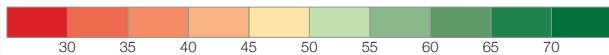
VD : 47%, NE : 46%, GE : 42%). En Suisse alémanique, la carte est complètement différente : l'UDC n'y laisse qu'une poignée de centres à la gauche, quelques miettes à la droite libérale, et domine les banlieues et les campagnes, à l'exception de Lucerne et des Grisons. Au Tessin, la Lega empêche l'UDC de percer et le PLR se tient remarquablement.

La fusion libérale-radical a donc rendu à ce courant de pensée une place de choix sur l'échiquier politique : grâce à elle, le PLR reprend la tête dans de très nombreuses communes des cantons de Vaud, Genève et Neuchâtel, y évinçant l'UDC, qui réapparaît dès lors comme un parti avant tout alémanique. Ceci étant, le PLR se présente comme un parti désormais largement latin. On ne peut s'empêcher, en regardant cette carte, d'y lire un nouveau fossé entre romands et alémaniques.





Votation sur le travail le dimanche, 2005



Pourcentage de "oui" lors de la votation du 27 novembre 2005 sur la modification de la loi sur travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce

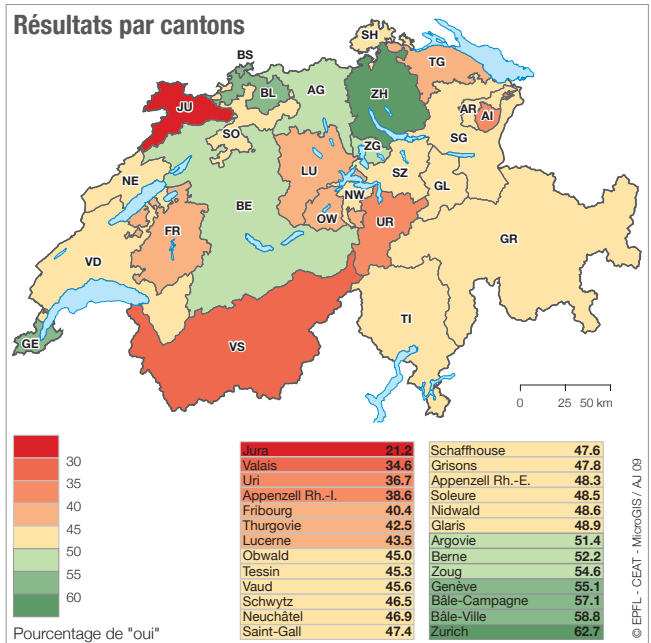
© EPFL - CEAT - MicroGIS / AJ 09  
Sources : OFS GEOSTAT S+T / statistique des votations 2005

## Métropoles contre périphéries : un nouveau clivage politique de la Suisse ?

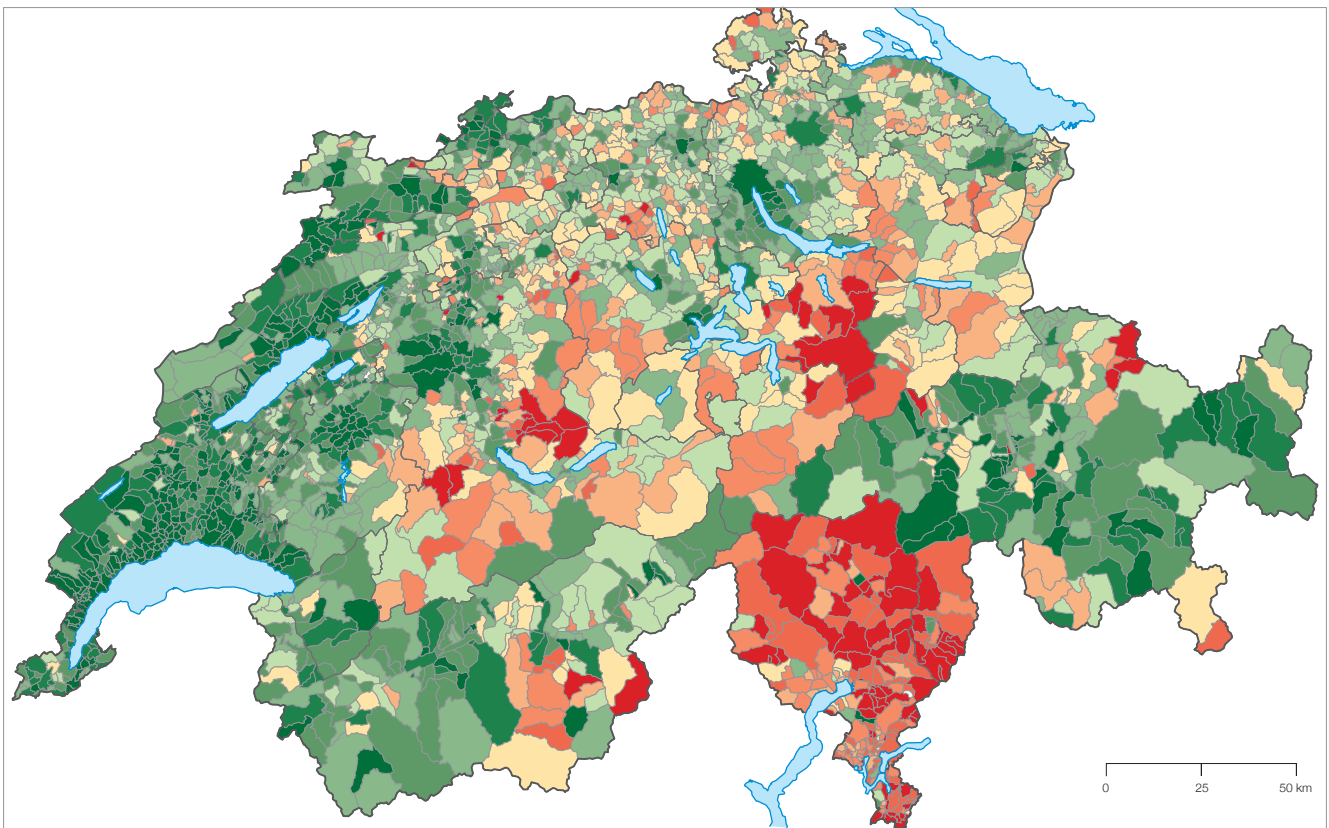
La Suisse est traditionnellement traversée de plusieurs lignes de fracture politiques (linguistiques, religieuses, centralisateurs/fédéralistes, etc...) qui s'annulent les unes les autres. Au cours du temps, certaines fractures s'estompent (le clivage confessionnel) tandis que d'autres apparaissent, comme dans les années 1980 le clivage écologiste qui séparait cantons centraux alémaniques d'une part, latins et périphéries alémaniques d'autre part. La votation de 2005 sur le travail du dimanche dans les gares a mis en exergue pour la première fois un clivage métropolitain.

Cette modification de la loi sur le travail fut acceptée de justesse, par 50,6% des votants. Du côté des acceptants, les centres métropolitains et leurs agglomérations, Zurich et Genève en tête, ainsi que les grandes stations touristiques alémaniques, de Zermatt à St-Moritz. De l'autre, les périphéries, c'est-à-dire l'arc jurassien, les campagnes, les Préalpes et les Alpes de basse altitude, accompagnées par Lausanne, seul centre métropolitain à s'être opposé à la réforme, avec son agglomération.

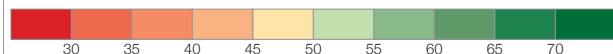
Le clivage entre latins et alémaniques, habituel sur un sujet de ce type, a ici cédé le pas à une magnifique manifestation d'un clivage centre-périphérie d'un nouveau type. Les métropolitains ont voté oui, les périphériques ont voté non. La carte a ceci d'intéressant qu'elle montre aussi les images régionales de soi : Lausanne et son agglomération votent clairement non, se distinguant des autres métropoles. A l'inverse, le littoral neuchâtelois se révèle métropolitain de mentalité.



La votation révèle également un problème institutionnel : bien que votée par la majorité de la population, seuls sept cantons sur vingt-six acceptèrent la modification proposée. C'est dire que si une majorité de la population se sent métropolitaine, la grande majorité des institutions, elle, se perçoit comme périphérique.



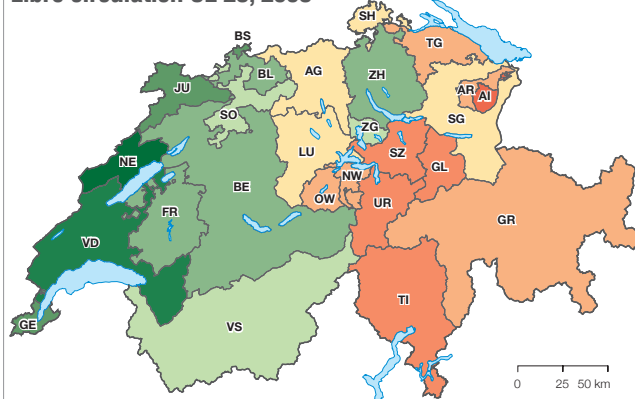
Votation sur la reconduction et l'extension des bilatérales, 2009



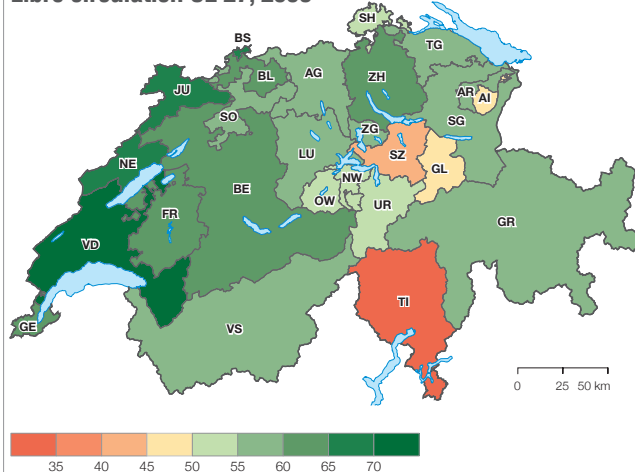
Pourcentage de "oui" lors de la votation du 8 février 2009 sur la reconduction de l'accord entre la Suisse et la Communauté européenne sur la libre circulation des personnes, et son extension à la Bulgarie et la Roumanie

© EPFL - CEAT - MicroGIS / AJ 09  
Sources : OFS GEOSTAT S+T, MicroGIS, chancelleries cantonales

Libre circulation UE 25, 2005



Libre circulation UE 27, 2009



Pourcentage de "oui"

© EPFL - CEAT - MicroGIS / AJ 09

## La question européenne, ou le retour à l'équilibre

Le 8 février 2009, la Suisse votait une énième fois sur sa relation à l'UE par le biais de la prolongation des accords bilatéraux, et de leur extension à la Roumanie et à la Bulgarie. Au fil du temps, le clivage entre Romands et reste du pays tend à s'estomper, et dessine une carte qui se renouvelle de votation en votation et où l'acceptation de notre relation à l'Europe progresse.

Ainsi, si la Suisse romande vote en bloc ces propositions, elle est rejointe depuis longtemps par les agglomérations bernoise et bâloise, la première au moins aussi enthousiaste que la Suisse romande, la seconde fidèle à un engagement pris en 1992 déjà. L'agglomération zurichoise se retrouve également de plus en plus nettement du côté des acceptants, un mouvement toutefois plus récent. Plus récemment encore, il est arrivé que Lucerne, les cantons de Suisse orientale et les Grisons passent eux aussi du côté du oui, comme ce fut le cas le 8 février 2009, où pour la première fois aussi lors d'un vote concurrentiel, Unterwald et Uri passaient au oui, comme d'ailleurs le Haut-Valais.

Dès lors, les régions systématiquement négatives rétrécissent comme peau de chagrin. Elles se réduisent à la Suisse Centrale, au Tessin, et à quelques régions périphériques comme l'Oberland bernois, l'Emmental, l'Entlebuch ou le Kulm argovien.

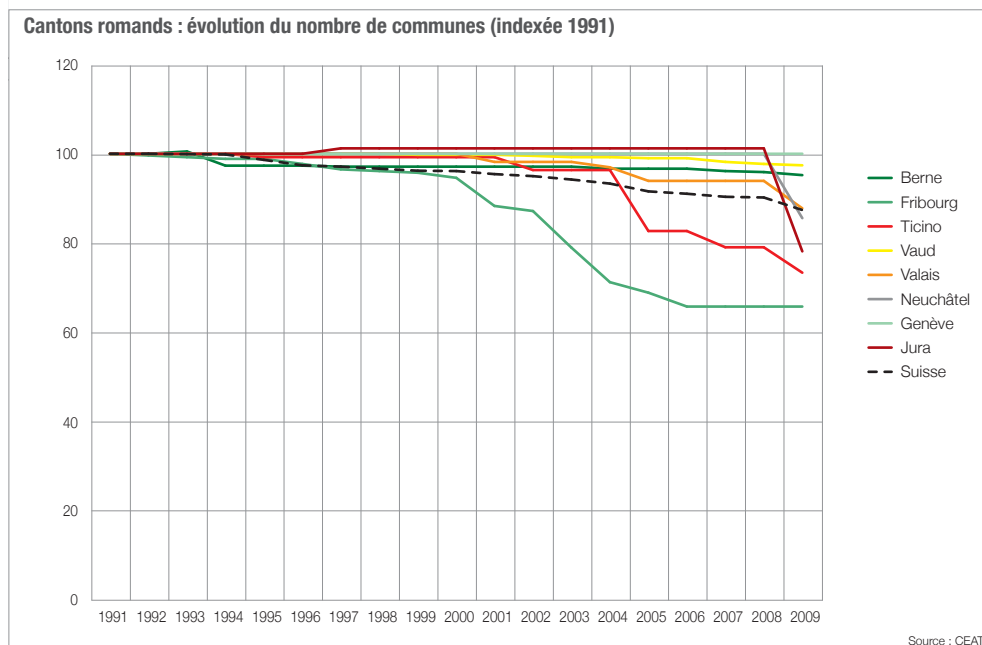
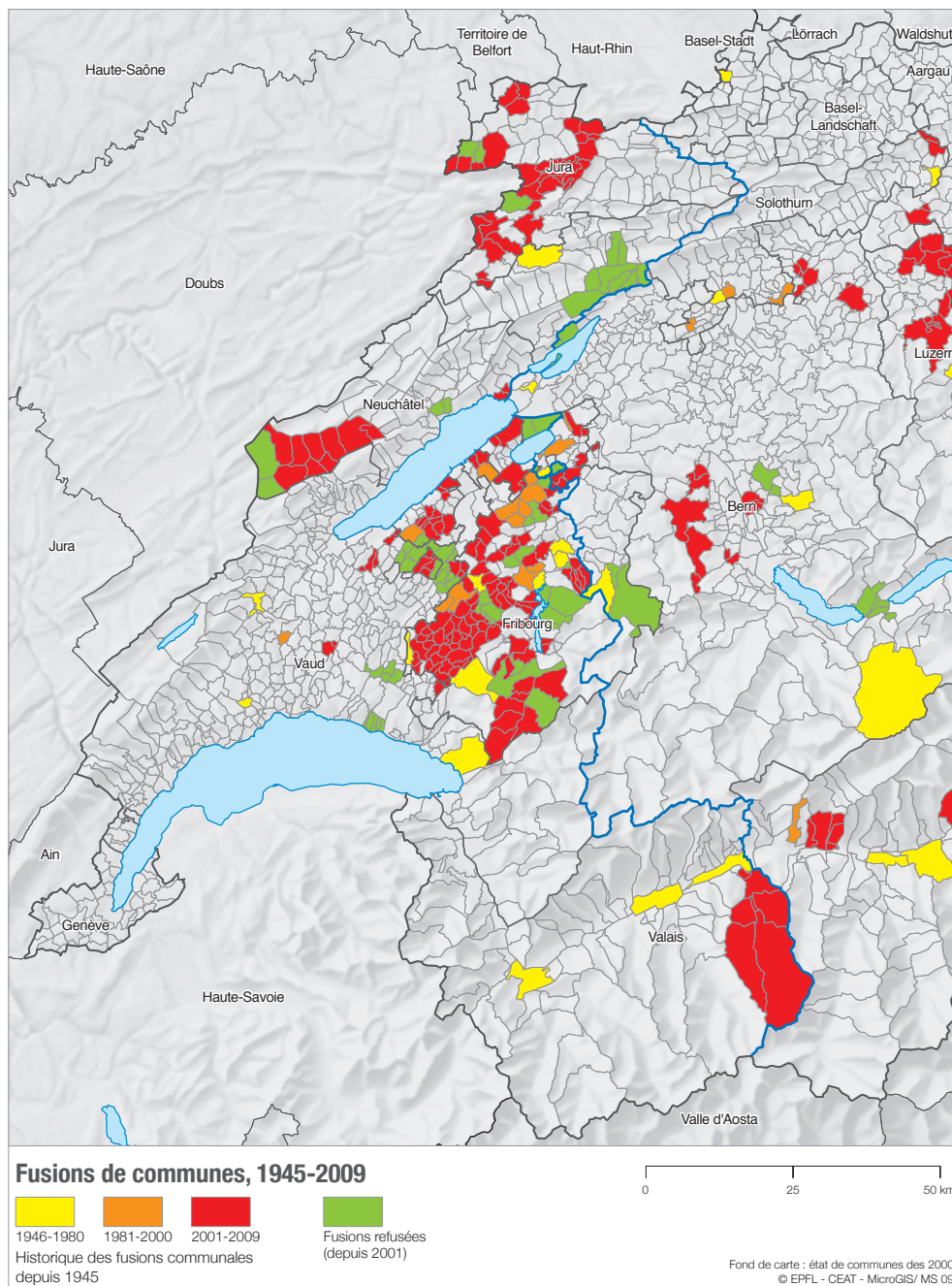
Paradoxalement, c'est en Suisse latine que le non gagne des points. Le Tessin se singularise dans une attitude de double défi, face à l'Italie mais aussi face à Berne. En Suisse romande, il n'est plus possible de retrouver les scores massifs de 1992, et c'est au contraire le repli qui gagne du terrain, dans certaines banlieues ouvrières, certaines vallées industrielles, ainsi que dans certaines campagnes menacées.

# La réforme des institutions : une question dans l'air du temps

Les pays d'Europe occidentale ont vécu leur phase de réformes territoriales entre 1960 et 1980 : fusions de communes en Belgique, en Allemagne et dans les pays nordiques, régionalisations en Italie, en France, en Espagne et en Grèce. Les cantons suisses n'ont pas participé à ce mouvement à l'époque – l'ancrage identitaire et participation démocratique était encore trop forts et les mesures de pérennité et de coopération intercommunale trop développées. Ainsi, 3% des communes suisses seulement ont disparu entre 1900 et 1970, essentiellement lors de fusions urbaines. En 1974, le Canton de Fribourg a entrepris, en pionnier, une politique active de fusion de communes, suivi, dans les années 90, par la Thurgovie. Dès 2000, ce sont Berne, le Tessin, Lucerne, le Valais, Vaud, Glaris et le Jura qui ont déclenché ce processus, très souvent dans le cadre d'une nouvelle constitution ou d'une nouvelle loi. Les lois cantonales se distinguent par le degré d'intervention du Canton et notamment par l'exigence ou non de l'unanimité des partenaires.

La carte montre l'ampleur durable du processus à Fribourg, les effets très rapides de la politique jurassienne en la matière, et les projets réalisés à l'échelle d'une vallée entière (Val d'Anniviers, Val-de-Travers). Elle montre aussi le succès mitigé de la démarche dans d'autres cantons, comme le canton de Vaud, pour l'instant. La structure des districts a été modifiée dans plusieurs cantons (Vaud, Berne, Grisons), ou simplement supprimée.

Les discussions autour de réformes institutionnelles entre cantons ont connu une certaine intensité au tournant du siècle, jusqu'à l'échec du projet lémanique en 2002. Actuellement, la dynamique s'est à nouveau déplacée vers l'arc jurassien.



# Une synthèse : comment recomposer le Rubik's cube romand?

Une Suisse romande nouvelle, dynamique, largement restructurée, décomplexée ; une Suisse romande qui n'a jamais été si importante pour le pays qu'elle ne l'est actuellement. Telles sont les qualifications utilisées dans l'introduction de cette brochure.

Nos 25 thèmes cartographiés pour le Forum des 100 de l'Hebdo ont montré les multiples facettes du Rubik's cube de la page de couverture. Pour le quatrième de couverture il s'agit maintenant de remettre dans l'ordre cet espace particulier.

Une Suisse romande forte est-elle aussi plus unie qu'auparavant ? La théorie de l'économie spatiale prétend que la mondialisation a conduit à des changements d'échelle tant en faveur des grandes régions que du niveau local. En Suisse, ce processus aurait favorisé l'émergence de métropoles et le renforcement des régions linguistiques. En outre, la différenciation entre communes et entre quartiers se serait accentuée.

La démographie donne une réponse nuancée : Depuis 1970 et la fin des « Trente glorieuses » jusqu'en 2008, les cantons de Fribourg et du Valais ont vu croître le nombre de leurs habitants de presque 50%. Durant la même période, les cantons de Vaud et de Genève ont progressé démographiquement de 35%. A l'opposé, le canton du Jura ne s'est accru que de 4% et Neuchâtel d'un maigre pourcentage. La hiérarchie de la croissance démographique ne s'est guère modifiée au cours des quatre décennies ; Fribourg et le Valais restent, entre 2000 et 2008, largement en tête, les pôles lémaniques montrant toujours une croissance très soutenue en comparaison des autres régions métropolitaines suisses et européennes, tandis que les cantons de l'Arc jurassien demeurent en queue de peloton.

Ainsi, d'anciens clivages en Suisse romande ont disparu ou se sont modifiés et de vieilles représentations ont changé. La périphérie catholique s'est montrée la plus dynamique et c'est elle qui produit aujourd'hui les ténors politiques romands actifs en Suisse. L'espace lémanique a gagné, après une crise profonde dans les années 1990, le statut de métropole internationale sur les plans économiques et sociaux et il s'affirme dans la politique du pays tout en négligeant le reste de la région. Quant à l'Arc jurassien en phase de vieillissement, s'il est redevenu le pôle de la production de l'industrie du luxe, profitant de sa position frontalière, il ne joue plus guère le rôle de ferment confédéral (Neuchâtel) ni celui de pomme de discorde (Jura).

Les trente dernières années sont synonymes d'une urbanisation soutenue qui a abouti à une nouvelle différenciation de l'habitat. Vers la fin des années 60 encore, les habitants de la campagne romande étaient modestes ; les villes et surtout le suburbain de l'époque exprimaient la modernité sur les plans économique, architectural et culturel. Aujourd'hui, la distinction entre l'urbain et ce qui reste du rural, ou entre l'urbain et le périurbain, passe à la fois par des types de construction (les immeubles versus les villas) et la structure démographique. A l'intérieur des grandes agglomérations, on observe une très profonde différenciation spatiale des familles romandes selon leur appartenance sociale, leur richesse et leur origine.

Jusqu'à maintenant ces discriminations spatiales n'ont jamais été illustrées de la sorte ; l'ampleur de cette tendance est inquiétante. La Suisse, et la Suisse romande, devraient faire davantage attention à l'évolution des différences sociales au sein de ses régions et de ses agglomérations.



# Sources

## Sources statistiques

### Administrations fiscales cantonales

Barèmes d'imposition 2007

### AFC : Administration Fédérale des Contributions

Statistique Fiscale + Documentation, Impôt Fédéral Direct 2004

### AVW : Amt für Volkswirtschaft (Liechtenstein)

Volkszählungen 1941, 2000

### Bayerisches Landesamt für Statistik (Bavière, Allemagne)

Volkszählung 1939, Register 2001

### CEAT : Communauté d'études pour l'aménagement du territoire

Travaux spécifiques et estimations

### Chancelleries cantonales

Résultats communaux de la votation fédérale du 8 février 2009

### INSEE : Institut National de Statistique et des Etudes Economiques (France)

Recensements de la population 1936, 1999

### ISTAT : Istituto nazionale di Statistica (Italie)

Censimenti della popolazione e delle abitazioni 1936, 2001

### MicroGIS

Travaux spécifiques et estimations

### OFSP: Office Fédéral de la Santé Publique

Statistique des régions de primes et primes de base, 2007

### OFS : Office Fédéral de la Statistique

BEVNAT : Mouvements naturels de la population, 1971-2007

ESPOP : Etat et structure de la population, 1981 à 2007

RFE : Recensement des entreprises et des établissements 1939, 1955, 1965, 1975, 1985, 1991, 1995, 1998, 2001, 2005

RFP : Recensement de la population et des bâtiments 1941, 2000

Statistique de la productivité du travail 2008

Statistique de la Superficie 1979-1985, 1992-1997, 2004-2009 (en cours)

Statistique des élections, résultats détaillés 2007

Statistique des loyers 2003

Statistique des votations, résultats détaillés 2005

Statistique du niveau des salaires 2008

### Statistik Austria (Autriche)

Volkszählungen 1939, 2001

### Statistisches Landesamt Baden-Württemberg (Bade-Wurtemberg, Allemagne)

Volkszählung 1939, Register 2001

## Sources des fonds de carte

### EuroGeographics

EuroBoundaryMap v1.1 : fonds communaux transfrontaliers, limites administratives

### OFS : Office Fédéral de la Statistique

GEOSTAT S+T : fonds communaux (et quartiers) suisses généralisés

## Sources des blocs reliefs et modèles numériques de terrain

**SRTM** : Shuttle Radar Topography Mission, NASA (modèle numérique de terrain)

**Swisstopo** : Office fédéral de la topographie

Les cartes de cet atlas ont été réalisées avec le logiciel CarThema v.4, sauf la carte de la page 4, réalisée grâce au logiciel Manifold v.8 ([www.manifold.net](http://www.manifold.net)), et celles de la page 7 et du haut de la page 10, produites avec le logiciel libre Scapetoad (<http://chorogram.choros.ch/scapetoad/>).

## Remerciements

Abram Pointet, MicroGIS, pour le calcul de visibilité du Mont Blanc (page 2) et le développement des schémas de pente et d'orientation (page 8).

## **CEAT**

La Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) est une institution fondée par les cantons romands et qui est rattachée administrativement à l'EPFL. La CEAT est active dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, de l'analyse territoriale, de la mise en oeuvre et l'évaluation de programmes et des politiques publiques à impact spatial, et dans l'accompagnement de processus décisionnels et politiques. La CEAT assure à la fois des missions d'enseignement, d'information, de recherche et d'expertise-conseil au sein d'un large réseau académique et professionnel.

## **MicroGIS**

MicroGIS SA est une société spécialisée en analyse spatiale et en cartographie depuis plus de 10 ans. L'approche de la société repose sur un souci de qualité et d'innovation constantes, qui allie l'expérience acquise lors de projets élaborés pour ses clients et les nouvelles technologies développées en partenariat avec les Hautes Ecoles. En 2007, elle a lancé une fondation active dans la recherche en analyse spatiale, MFSA : MicroGIS Foundation for Spatial Analysis ([www.mfsa.ch](http://www.mfsa.ch)).

## **Forum des 100**

Le Forum des 100 est une plateforme de dialogue visant à favoriser le débat sur les questions essentielles à l'avenir de la Suisse et de la Suisse romande, ainsi que des pays voisins. Elle se structure en une conférence annuelle, des événements ponctuels et des initiatives éditoriales. Persuadé que le succès vient de la confrontation d'opinions diverses, mais aussi de prises de conscience communes, le Forum réunit depuis 2005 des personnalités de tous horizons. Initié par L'Hebdo, le Forum des 100 doit son nom au numéro spécial que le magazine consacre chaque année, le jour de la conférence, à «100 personnalités qui font la Suisse romande».

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée sur le site [www.forumdes100.com](http://www.forumdes100.com).

<http://ceat.epfl.ch>  
[www.microgis.ch](http://www.microgis.ch)  
[www.forumdes100.com](http://www.forumdes100.com)



**Forum**  
**L'Hebdo des 100**